

PANORAMA

Cahier thématique



Renforcer la préparation et la résilience face aux crises sanitaires



© OIE / Abdullah Alfrayekh

PERSPECTIVES



DOSSIER



AUTOUR DU MONDE

ÉDITORIAL

Répondre aux crises sanitaires par la préparation et la résilience

MOTS-CLÉS

#COVID-19, #éditorial, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), #résilience, #Services vétérinaires, #Tripartite (FAO/OIE/OMS), #Une seule santé.



© OIE/K.Daamer

Parce qu'elle impacte pratiquement tous les aspects de la vie, la pandémie de COVID-19 a nécessité l'adoption d'une approche multisectorielle et interdisciplinaire capable de répondre à une situation d'urgence planétaire.

La résilience est la capacité à s'adapter à l'adversité

Les Services vétérinaires n'ont pas cessé d'assurer leur rôle essentiel de protection de la santé animale, de la santé publique et du bien-être des animaux partout dans le monde, tout en répondant aux défis spécifiques posés par la pandémie. Ils ont ainsi pu prêter main forte à la réponse de santé publique :

- en réalisant des tests de détection du SARS-CoV-2 sur des prélèvements humains ;
- en se mobilisant sur des travaux de recherche scientifique à l'interface humains-animaux ;
- en faisant des dons d'équipements indispensables ;
- en apportant leur expertise épidémiologique aux services de santé publique.

En outre, les Services vétérinaires :

- s'efforcent de gérer les effets du COVID-19 en santé animale, par exemple la survenue de cas chez des animaux de compagnie ou chez des animaux élevés pour leur fourrure ;
- mènent des travaux de recherche visant à déterminer la sensibilité de diverses espèces animales au SARS-

CoV-2 ;

- déploient une communication de risque, afin d'éviter que des mesures inappropriées soient prises à l'encontre des animaux, y compris des animaux sauvages ;
- pratiquent la gestion de risque afin d'éviter que de nouveaux réservoirs de virus ne se créent chez des espèces sensibles.

Ce faisant, les Services vétérinaires ont assuré la continuité de leurs activités, en particulier celles visant à maintenir des échanges internationaux d'animaux et de produits d'origine animale dénués de risque, afin de préserver la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire.

L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) a été parfaitement en mesure, grâce aux plateformes de communication virtuelle et en dépit des complications inhérentes à la situation, d'assurer la continuité de ses activités, aussi bien au niveau de son Siège que de ses Représentations régionales et sous-régionales et auprès de la communauté mondiale de ses Membres. L'OIE continue à partager son expertise et à consolider la solidarité entre Membres et experts, à accueillir des débats scientifiques, à prendre des décisions et à optimiser la collaboration avec ses partenaires.

La résilience désigne également la capacité à tirer des leçons des événements afin de toujours mieux anticiper l'urgence

Pour une meilleure préparation contre tous les types d'aléas (notamment contre les situations de crise relevant du concept « Une seule santé », comme l'apparition du COVID-19), l'OIE procède actuellement avec ses Membres à l'élaboration et à la mise en commun d'un certain nombre de principes directeurs basés sur la science et sur les données de l'expérience, afin d'étayer la création de plans et de procédures d'urgence reposant sur une appréciation du risque. Pour s'adapter parfaitement à leur objectif, ces plans devront faire l'objet d'évaluations périodiques au moyen d'exercices de simulation, être soutenus par du personnel en nombre suffisant et correctement formé, et bénéficier du matériel et des ressources nécessaires.

Grâce au ferme soutien de ses Membres, l'OIE est à même de jouer son rôle et de renforcer les mécanismes et les structures de la gouvernance mondiale afin de répondre efficacement à l'urgence et d'éviter les catastrophes. Nous avons été les témoins directs d'un plein engagement des responsables de haut niveau, notamment lors de la réunion des Ministres de l'agriculture du G20 en avril 2020, lesquels ont appelé au renforcement de l'approche « Une seule santé » dans le domaine de la préparation et de la réponse face aux zoonoses.

Les défis actuels soulignent la nécessité d'intégrer la faune sauvage dans les stratégies « Une seule santé »

L'équilibre des écosystèmes étant une composante fondamentale de la résilience, nous pouvons réduire les menaces sanitaires (y compris les risques d'émergence de maladies) en veillant à la santé et à l'équilibre des écosystèmes. Les défis actuels soulignent également la nécessité d'intégrer la faune sauvage dans les stratégies « Une seule santé ». L'OIE a invité ses Membres, ses experts en faune sauvage et ses principaux partenaires à formuler des orientations pour le long terme, visant à intégrer la santé des animaux sauvages dans la stratégie

« Une seule santé » et la stratégie de santé animale de l'OIE.

C'est pourquoi l'OIE soutient l'initiative franco-allemande de création d'un Conseil d'experts de haut niveau « Une seule santé » afin d'assister la Tripartite (FAO/OIE/OMS), rejointe à cet effet par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dans l'exercice des responsabilités respectives de ces organisations face aux futures crises.

Ensemble, adoptons une démarche multilatérale, interdisciplinaire et multisectorielle

L'OIE est prête à jouer un rôle actif dans le dialogue à l'échelle mondiale et œuvrera aux côtés de la communauté internationale pour une résilience globale. Ensemble, adoptons une démarche à la fois multilatérale, interdisciplinaire et multisectorielle afin de nous préparer à répondre de manière holistique et durable à tout danger et à toute urgence auxquels nos Services vétérinaires auraient à faire face.

Ce numéro de *Panorama* apporte des informations sur les projets, les initiatives et les programmes de l'OIE et de ses partenaires destinés à soutenir les Membres de l'OIE dans leurs efforts en matière de résilience et de préparation à l'urgence. Je souhaite remercier les auteurs pour leur précieuse contribution à ce numéro qui, je l'espère, se révélera utile et instructif pour tous ses lecteurs.

Monique Éloit
Directrice générale
Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3140>

PERSPECTIVES

▶ ACTIONS DE L'OIE

En quête d'approches innovantes pour une gestion pérenne de l'urgence zoonitaire

MOTS-CLÉS

#atelier, #gestion de l'urgence, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #pérennisation, #préparation à l'urgence, #résilience, #santé animale.

AUTEURS

D. Donachie ^{(1)*} & K. Hamilton ⁽¹⁾

(1) Service de la préparation et de la résilience, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#).

* Contact auteurs : d.donachie@oie.int



© Joana Maia Pita

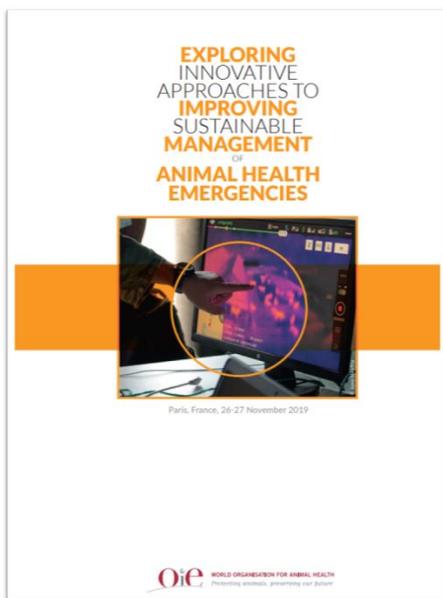
En novembre 2019, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) a organisé en son Siège, à Paris, un débat dynamique entre des experts issus de divers secteurs et disciplines, au cours duquel différentes approches et différents modèles de pérennisation de la gestion de l'urgence, en particulier dans les contextes de faibles ressources, ont été partagés et examinés.

Ces experts ont convenu qu'il n'existe pas une réponse universelle à la question de la gestion de l'urgence, et qu'une gestion pérenne n'est pas chose facile, et ce, quelle que soit l'importance des ressources. Certaines approches innovantes peuvent néanmoins résoudre partiellement cette équation.

Parmi les modèles novateurs permettant une gestion plus résiliente de l'urgence on retiendra notamment les

accords de partage de ressources humaines entre pays, les partenariats public/privé (par exemple une responsabilité partagée entre le gouvernement et le secteur de l'élevage), les nouveaux modèles d'évaluation et de prédiction utilisant les données climatiques et le big data, les mécanismes de mobilisation des ressources financières (notamment les fonds de réserve), les réseaux au sein desquels des réponses sont proposées (notamment dans le domaine de la recherche), les polices d'assurance, ou encore certains mécanismes qui permettent de suivre de très près le développement des vaccins et leur approvisionnement.

Les participants ont convenu que l'existence d'un plan d'urgence ne préjuge pas forcément d'un niveau élevé de préparation. Un plan doit être adapté aux objectifs : il doit répondre aux risques locaux et s'accompagner des ressources suffisantes (personnel formé en conséquence, équipement, financement). La capacité d'anticipation doit être régulièrement éprouvée au moyen d'exercices de simulation bien conçus et mis en pratique.



Cliquer sur l'image pour télécharger le rapport de l'atelier qui s'est tenu au Siège de l'OIE en novembre 2019

Les échanges au sein du réseau des Membres de l'OIE accroissent la résilience : les pays peuvent apprendre les uns des autres (lors de la conception des plans ou de la participation à des exercices faisant intervenir plusieurs pays), partager des ressources humaines pour répondre à une situation d'urgence, ou partager des connaissances dans le domaine de la recherche et du développement.

La collaboration entre les services de sécurité et les services vétérinaires pour prévenir et répondre à l'agrocriminalité et à l'agro-terrorisme est un exemple significatif de collaboration multisectorielle. Les sommes investies par les différents secteurs pour se préparer à ces menaces sont largement compensées par les bénéfices potentiels en termes socio-économiques, sanitaires et politiques. La capacité à se préparer doit s'intégrer dans un plan de gestion de l'urgence zoonositaire qui prévoit de sensibiliser au maximum les différents acteurs, de définir les rôles et les responsabilités, de mettre en place des formations et des exercices communs, et de consulter les parties prenantes ainsi que d'autres organismes publics lors de la conception du plan.

Une approche multisectorielle est indispensable pour pouvoir faire face à tous les types d'urgence liés à la santé et au bien-être des animaux.

Les auteurs tiennent à remercier le [Programme de réduction de la menace liée à l'armement](#), initié par Affaires mondiales Canada, pour son soutien à cette initiative.

Tous les exposés présentés au cours de l'atelier peuvent être obtenus sous forme de fichiers PDF sur demande adressée aux auteurs.

[Ordre du jour de l'atelier](#) (en anglais)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3141>

[Portail de l'OIE sur la planification en cas d'urgence](#)

PERSPECTIVES

▶ ACTIONS CONJOINTES

Accroître la résilience face à l'agro-terrorisme et à l'agro-criminalité

MOTS-CLÉS

#agroterrorisme, #exercice de simulation, #gestion de l'urgence, #International Criminal Police Organization (INTERPOL), #Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #réduction des menaces biologiques, #résilience, #Services vétérinaires.

AUTEURS

D. Donachie ^{(1)*}, F. Ewann ⁽²⁾ & F. Poudevigne ⁽³⁾

(1) Service de la préparation et de la résilience, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#)

(2) Bioterrorism Prevention Unit, Chemical, Biological, Radiological, Nuclear and Explosives (CBRNE) and Vulnerable Targets Sub-Directorate, Counter-Terrorism Directorate, [Organisation internationale de police criminelle \(INTERPOL\)](#).

(3) [Emergency Management Centre for Animal Health \(EMC-AH\)](#), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

* Contact auteurs : d.donachie@oie.int

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE, d'INTERPOL ou de la FAO quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE, INTERPOL ou la FAO par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© Getty Images | Getty Images

L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation des Nations Unies pour

l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) travaillent main dans la main dans le cadre d'un projet international de résilience mondiale durable face à l'agro-criminalité et à l'agro-terrorisme.

Établi en octobre 2018, ce projet vise à promouvoir une coordination à la fois nationale, régionale et internationale. Il se concentre sur les régions où le travail déjà effectué par ces trois organisations a permis d'identifier, en matière de gestion de l'urgence, des manquements susceptibles de rendre certains pays plus vulnérables en cas d'urgence résultant d'une atteinte agro-criminelle ou agro-terroriste. Si ce projet se concentre surtout sur le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est, ses résultats seront néanmoins applicables à n'importe quelle autre région.

Pour s'assurer que les résultats qui seront obtenus en termes de renforcement des capacités répondent bien aux objectifs visés, le projet examine actuellement la situation mondiale de la gestion de l'urgence, en repérant les points faibles au regard de l'agro-criminalité et de l'agro-terrorisme, en étudiant la question de la rentabilité des investissements en matière de préparation et de riposte, et en utilisant les outils de l'OIE, de la FAO et d'INTERPOL pour analyser la façon dont l'urgence est gérée, notamment au niveau de la relation entre les forces de sécurité et le secteur vétérinaire.

Les informations recueillies ont permis l'élaboration d'outils de formation qui seront utilisés lors d'ateliers et d'exercices de simulation dans les régions concernées. Les ateliers porteront sur les principes de la gestion de l'urgence et aborderont différentes méthodologies : comment concevoir, proposer et tirer les enseignements d'un exercice de simulation, comment rédiger un plan de contingence, comment donner des ordres et maîtriser la situation en cas d'attaque agro-terroriste, etc. Les exercices de simulation sur table permettront d'éprouver les capacités mises en œuvre au niveau national et régional à partir de scénarios d'agro-crime ou d'agro-terrorisme. Toutes les activités incluront des participants issus du secteur vétérinaire et des forces de sécurité.

Point d'orgue de toutes ces activités, un exercice de simulation international sera organisé pour tester la coordination et la communication au niveau national, dans plusieurs pays sélectionnés, mais aussi au niveau régional et international. Cet exercice devra répondre à un scénario agro-terroriste dans lequel les vétérinaires et les forces de sécurité devront impérativement coopérer.

Enfin, une conférence mondiale sur la gestion de l'urgence se tiendra à l'issue du projet et présentera à un large public, issu des différents secteurs et des différentes disciplines, les activités menées dans le cadre du projet. Les partenaires du projet espèrent ainsi mobiliser la communauté internationale en faveur de l'adoption d'une approche de gestion de l'urgence zoosanitaire applicable à tous les types d'aléas, en faveur de l'inclusion des Services vétérinaires dans les dispositifs gouvernementaux relatifs à l'urgence et aux catastrophes – ce qui passera par une meilleure coordination entre les forces de sécurité et le secteur vétérinaire –, et en faveur d'un net renforcement du réseau international de gestion de l'urgence.

RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE À L'AGRO-TERRORISME ET À L'AGRO-CRIME

PROJET
3 ANS
2019-2021

NIVEAU
GLOBAL

PARTENAIRES DU PROJET
 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
 INTERPOL
 OIE
 ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE

FOCUS
LES URGENCES RÉSULTANT DE L'AGRO-TERRORISME OU DE L'AGRO-CRIME, ET LA RÉSILIENCE FACE À TOUS LES TYPES D'URGENCES LIÉES À LA SANTÉ ANIMALE

OBJECTIF
RENFORCER LA CAPACITÉ MULTISECTORIELLE D'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE DE SANTÉ ANIMALE EN

- FAVORISANT** la coordination aux niveaux national, régional et international
- RENFORCANT** les capacités par la formation et l'exercice
- AMÉLIORANT** la coordination entre les Services Vétérinaires et les autorités chargées de l'application de la loi

ÉVALUER LES NOUVEAUX DÉFIS ET LES OPPORTUNITÉS

- Explorer, concevoir et mettre à l'essai des approches novatrices
- Évaluer le rapport coût-efficacité de la préparation
- Comprendre les risques et les vulnérabilités régionales
- Identifier les priorités pour le renforcement des capacités

HABILITER LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES PAR LA FORMATION ET L'EXERCICE

- Affiner et partager des outils d'orientation synergiques
- Diriger des formations régionales et des exercices de simulation
- Tester la coordination dans le cadre d'un exercice de simulation international
- Partager les bonnes pratiques pour construire la solidarité

COORDINATION ET COMMUNICATION

- Élaborer des orientations scientifiques et politiques
- Catalyser le dialogue et la transparence
- Promouvoir l'égalité des sexes
- Contribuer à l'élaboration d'une stratégie mondiale en cas d'urgence de santé animale

FINANCÉ PAR **Canada**

Les auteurs tiennent à remercier le [Programme de réduction de la menace liée à l'armement](#), initié par Affaires mondiales Canada, pour son soutien à ce projet.

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3142>

PERSPECTIVES

▶ ACTIONS DE L'OIE

Maintenance et étalonnage des équipements de laboratoire

La bonne gestion des équipements favorise la préparation des laboratoires, leur capacité de prise en charge et leur durabilité

RÉSUMÉ

La préparation des laboratoires et leur capacité de prise en charge sont des composantes essentielles des préparatifs « en temps de paix », néanmoins difficiles à garantir en cas d'un incident grave. Le COVID-19 nous a appris jusqu'à quel point nous étions prêts à faire face à une pandémie mondiale. Il est impératif que les équipements de laboratoire soient préparés.

MOTS-CLÉS

#biosécurité, #biosûreté, #gestion de l'urgence, #laboratoire, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #pérennisation, #préparation à l'urgence, #Processus PVS de l'OIE.

AUTEURS

J. Lasley ^{(1)*} & E. Appiah ⁽²⁾

(1) Service de la préparation et de la résilience, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#).

(2) Service de la transformation numérique et des systèmes d'information, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#).

* Contact auteurs : j.lasley@oie.int.



© Ca-ssis/Getty Images

S’être bien préparé revient à être prêt – dans le cas présent, prêt à affronter l’urgence. Il faut que les laboratoires connaissent leur aptitude à répondre aux besoins générés par une situation de crise. La capacité de prise en charge est celle que peut assumer un laboratoire pour faire face à une hausse soudaine et soutenue du nombre d’examens à effectuer dans un contexte d’urgence, en adaptant son mode opératoire de façon significative et en mobilisant toutes les ressources disponibles [1].

Pour déterminer la capacité de prise en charge d’un laboratoire il faut analyser toutes ses ressources, notamment en termes d’infrastructures, de personnel et de finances, ainsi que les paramètres opérationnels tels que les postes de sécurité microbiologique (PSM), les réactifs, les coûts, le matériel de diagnostic moléculaire, les stocks de consommables, la chaîne d’approvisionnement, les formations, les vaccinations, l’assurance qualité, etc.

L’équipement d’un laboratoire est une ressource capitale qui détermine les prestations que ce laboratoire peut fournir à ses clients. Un sondage réalisé récemment (mi-2019) par l’OIE auprès des laboratoires vétérinaires et des Points focaux nationaux de l’OIE pour les laboratoires vétérinaires portait sur la maintenance des équipements des laboratoires vétérinaires. Au total, 136 Membres de l’OIE (soit 75 %) ont répondu à cette enquête, avec la participation de plus de 220 laboratoires répartis dans toutes les Régions de l’OIE.

Les équipements dont sont pourvus les laboratoires des Membres de l’OIE permettent-ils de faire face à des situations de crise ?

Les résultats préliminaires indiquent que les laboratoires vétérinaires possèdent globalement les équipements essentiels pour détecter et diagnostiquer les maladies animales ou zoonotiques les plus importantes. Le questionnaire portait sur 40 types d’équipement différents ; les pipettes comptent pour environ la moitié des équipements déclarés par les Membres, les machines PCR pour environ 4 % et les PSM pour 4 %.

Les équipements sont-ils en bon état de fonctionnement ?

Sur plus de 68 000 biens d’équipement déclarés lors de cette enquête, environ 21 % ne sont pas correctement entretenus et 48 % ne sont pas correctement étalonnés (Fig. 1). Dans la région Afrique la situation est particulièrement grave : près de 58 % des biens d’équipement ne sont pas correctement entretenus et 76 % ne sont pas correctement étalonnés. Sur l’ensemble des machines PCR déclarées dans cette enquête mondiale, près de 20 % ne sont pas correctement entretenues et 50 % ne sont pas correctement étalonnées. Le tableau est similaire pour les PSM : environ 24 % au plan mondial et 59 % dans la Région Afrique ne sont pas correctement certifiés.

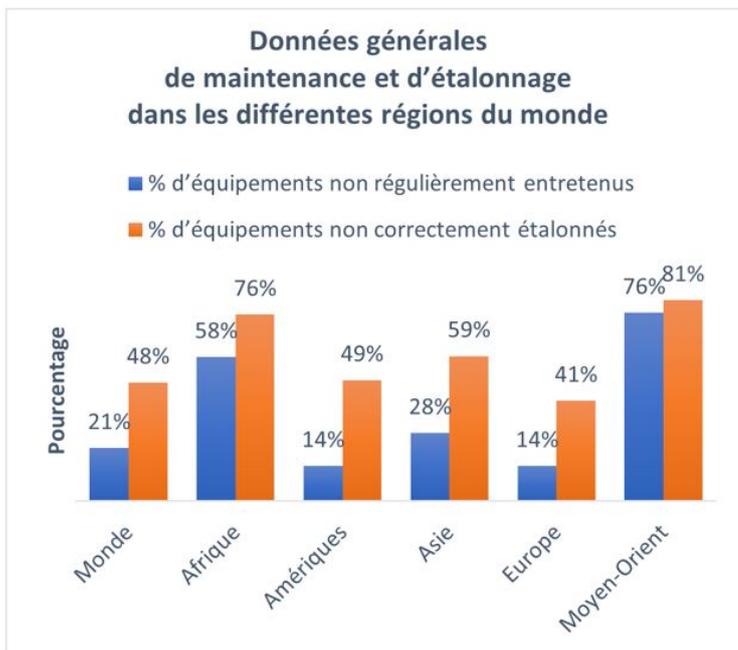


Fig. 1. État de maintenance et d'étalonnage de l'équipement des laboratoires vétérinaires

Ces résultats interrogent la sûreté, la sécurité et la fiabilité des opérations réalisées au moyen de ces équipements dans les laboratoires vétérinaires.

A-t-on toutes les compétences sous la main pour maintenir ces équipements en bon état de marche ?

Malheureusement, dans certaines régions de l'OIE il n'est pas aisé de faire intervenir des personnes disposant des compétences nécessaires à l'entretien, à la réparation et à l'étalonnage de ces équipements ultra-spécialisés. Au plan mondial, les compétences pour entretenir et étalonner les équipements existent sur place pour 18 % des équipements, et dans le pays pour 73 % des équipements. Cependant dans la région Afrique les compétences pour entretenir et étalonner les équipements n'existent sur place que pour 10 % des équipements, et dans le pays pour 47 % des équipements.

Au plan mondial, 49 % des équipements de laboratoire résultent de dons, et cette proportion s'élève à 84 % dans la région Afrique. Ceci signifie souvent que les frais de maintenance, d'étalonnage, de réparation et de remplacement n'existent pas au budget des laboratoires.

L'OIE mène des actions de sensibilisation dans le cadre du [Projet pour des laboratoires durables](#) qui bénéficie du généreux soutien d'[Affaires mondiales Canada](#) [2], et [l'Outil PVS pour des laboratoires durables](#) amélioré aidera les Membres à se pencher sur les problèmes de pérennisation de leurs systèmes de laboratoires. Les résultats finaux seront rendus publics.

La conjoncture mondiale actuelle nous montre qu'il est fondamental de mieux préparer les laboratoires, et que le fait de posséder les bons équipements, entretenus et étalonnés régulièrement, est une composante essentielle des

plans de préparation des laboratoires.

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3143>

RÉFÉRENCES

1. Association of Public Health Laboratories (APHL) (2014). - [Surge Capacity Planning Tool for the Laboratory Response Network for Biological Threats Preparedness \(LRN-B\)](#).
2. Hamilton K., Lasley J. & Harper D.R. (2018). - [Improving sustainability to avoid laboratory disasters](#). *OIE Bulletin/OIE News*, juin 2018.
3. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2018). - [Chapitre 1.1.4. Sécurité et protection biologique : norme sur la gestion du risque biologique dans les laboratoires vétérinaires et dans les animaleries](#). In Manuel des tests de diagnostic et des vaccins pour les animaux terrestres.

PERSPECTIVES

▶ ACTIONS DE L'OIE

L'action de l'OIE face au COVID-19

Quel est le rapport entre le COVID-19 et la santé animale ? Quel est le rôle de l'OIE dans ce domaine ?

MOTS-CLÉS

#agent pathogène émergent, #COVID-19, #gestion de l'urgence, #maladie virale émergente, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #Une seule santé, #zoonose émergente.

AUTEURS

K. Hamilton ⁽¹⁾ & M. Marrana ^{(1)*}

(1) Service de la préparation et de la résilience, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#)

* Contact auteurs : m.marrana@oie.int



© OIE/A.Lkhagvasuren

Le SARS-CoV-2 provient très certainement d'une source animale [1] et, comme on pouvait s'y attendre, différentes espèces de mammifères se sont avérées sensibles à ce virus et capables de le transmettre [2]. Le virus a, par exemple, commencé à circuler chez les visons d'élevage. Cette constatation, ajoutée à des cas d'infection observés chez d'autres animaux, ainsi que la réponse apportée, qui est parfois disproportionnée, ont des conséquences significatives sur la santé et le bien-être des animaux, sur la biodiversité, sur la situation économique des pays et sur la santé publique. En outre, il existe un réel danger d'apparition de nouveaux réservoirs du virus au sein de populations d'animaux sauvages ou d'animaux domestiques après introduction du virus par l'homme par voie anthro-pozoonotique. Compte tenu de ces risques, il est important

que le secteur vétérinaire reste vigilant et actif.

Dès janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) a commencé à communiquer sur les implications du SARS-CoV-2 à l'interface homme/animal.

| Les cas d'infection par le SARS-CoV-2 chez l'animal doivent être déclarés à l'OIE

En tant que maladie émergente, l'infection par le SARS-CoV-2 chez l'animal doit être déclarée à l'OIE. Les observations notifiées à l'OIE sont rendues publiques sur [une page web consacrée à ces cas](#). L'OIE a un rôle de conseil en ce qui concerne les domaines prioritaires de recherche, dans le respect du plan directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de recherche et développement sur le COVID-19, lequel détaille les mesures de surveillance et de prévention destinées à éviter de nouveaux passages de l'homme à l'animal et inversement. Les conseils de l'OIE visent à communiquer sur les risques.

| L'OIE publie des lignes directrices et des avis à l'intention des laboratoires vétérinaires, des Services vétérinaires et des vétérinaires praticiens

Certains pays ont réussi à aplatir la courbe épidémique grâce à leur capacité à déployer rapidement un dépistage massif des suspicions de cas chez l'être humain. Dans plusieurs de ces pays, [les laboratoires vétérinaires ont joué un rôle important, en première ligne](#), en analysant des échantillons prélevés chez l'être humain, soulageant ainsi leurs partenaires de la santé publique face à l'urgence de la demande. Habités à déployer leurs capacités en cas de foyers de maladies infectieuses, les laboratoires vétérinaires sont parfaitement organisés pour les analyses de masse. En collaboration avec l'OMS, l'OIE a recueilli les enseignements tirés des laboratoires vétérinaires impliqués dans la réponse de santé publique face au COVID-19, et a rédigé et publié des lignes directrices pour aider et encourager d'autres laboratoires vétérinaires à se joindre à cette action [3]. Les Services vétérinaires ont également soutenu l'effort de santé publique par d'autres moyens, en fournissant des équipements particulièrement recherchés (lorsqu'il y a eu pénurie), en partageant leurs compétences en épidémiologie, et en facilitant la coopération entre les institutions au points d'entrée aux frontières. Outre les lignes directrices qui s'adressent aux laboratoires vétérinaires, l'OIE a publié des avis à l'intention des Services vétérinaires et des vétérinaires praticiens. Ces avis concernent le prélèvement des échantillons, leur analyse et la déclaration des cas de SARS-CoV-2 chez les animaux [4] ainsi que l'application des mesures sanitaires associées au COVID-19 dans le cadre des échanges internationaux [5].

À plus long terme, les Services vétérinaires doivent impérativement occuper un rôle central dans la réduction du risque de nouvelles pandémies en évaluant le risque d'émergence de maladies chez les animaux (y compris dans la faune sauvage) et en gérant ce risque par un meilleur suivi et une meilleure régulation des pratiques à haut risque. L'OIE développe actuellement un programme de travail ambitieux visant à réduire drastiquement le risque de nouvelles pandémies dues à ces maladies qui gagnent de nouvelles niches, et entend créer un programme fondamental de gestion du risque sanitaire pour la faune sauvage en général.

[Portail de l'OIE sur le COVID-19](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3144>

RÉFÉRENCES

1. Zhou Peng, Yang Xing-Lou, Wang Xian-Guang, Hu Ben, Zhang Lei, Zhang Wei, Si Hao-Rui, Zhu Yan, Li Bei, Huang Chao-Lin, Chen Hui-Dong, Chen Jing, Luo Yun, Guo Hua, Jiang Ren-Di, Liu Mei-Qin, Chen Ying, Shen Xu-Rui, Wang Xi, Zheng Xiao-Shuang, Zhao Kai, Chen Quan-Jiao, Deng Fei, Liu Lin-Lin, Yan Bing, Zhan Fa-Xian, Wang Yan-Yi, Xiao Geng-Fu & Shi Zheng-Li (2020). - A pneumonia outbreak associated with a new coronavirus of probable bat origin. *Nature*, **579**, 270-273. <https://doi.org/10.1038/s41586-020-2012-7>.
2. Damas Joana, Hughes Graham M., Keough Kathleen C., Painter Corrie A., Persky Nicole S., Corbo Marco, Hiller Michael, Koepfli Klaus-Peter, Pfenning Andreas R., Zhao Huabin, Genereux Diane P., Swofford Ross, Pollard Katherine S., Ryder Oliver A., Nweeia Martin T., Lindblad-Toh Kerstin, Teeling Emma C., Karlsson Elinor K. & Lewin Harris A. (2020). - Broad host range of SARS-CoV-2 predicted by comparative and structural analysis of ACE2 in vertebrates. *Proc. Natl Acad. Sci. USA*, **117** (36), 22311-22322. <https://doi.org/10.1073/pnas.2010146117>.
3. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - Appui des laboratoires vétérinaires à la réponse de santé publique au COVID-19. Tests de diagnostic sur des prélèvements humains en laboratoires vétérinaires.
4. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - Considérations relatives aux prélèvements d'échantillons, aux épreuves de dépistage et à la déclaration de cas de SARS-CoV-2 chez les animaux.
5. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - Considérations de l'OIE sur l'application des mesures sanitaires pour le commerce international liées à la COVID-19.

PERSPECTIVES

▶ ACTIONS DE L'OIE

Diffusion des bonnes pratiques de gestion de crise au moyen des nouvelles technologies

MOTS-CLÉS

#communication, #gestion de l'urgence, #maladie virale émergente, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #renforcement des capacités, #séminaire en ligne.

AUTEURS

L. Weber-Vintzel ^{(1)*} & R. Abila ⁽¹⁾

(1) [Représentation sous-régionale pour l'Asie du Sud-Est](#), Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

* Contact auteurs : l.weber-vintzel@oie.int



© Chinnapong/Getty Images

La détection, la prévention et la lutte contre les maladies animales ne sont efficaces que si toutes les parties prenantes jouent leur rôle dans ce processus ; or, en temps de crise, celles-ci sont encore plus difficiles à solliciter. Depuis deux ans, la Représentation sous-régionale de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour l'Asie du Sud-Est utilise le plus possible les nouvelles technologies, par exemple les plateformes de réunion en ligne, pour une implication plus efficace et plus concrète de toutes les parties prenantes.

La diffusion des informations est essentielle pour détecter, prévenir et maîtriser les maladies animales émergentes. La Représentation sous-régionale de l'OIE pour l'Asie du Sud-Est utilise les nouvelles technologies pour être en mesure d'établir rapidement le contact avec tous les acteurs-clés et leur donner la possibilité de continuer à jouer

leur rôle dans ce processus, même au beau milieu d'une situation de crise.

Ces deux dernières années, l'Asie du Sud-Est a fait face à l'introduction de deux maladies animales exotiques transfrontalières : **la peste porcine africaine** et **la peste équine**. L'infection par le virus de **la dermatose nodulaire contagieuse** en est une troisième qui menace aussi la sous-région. Ces maladies n'ayant jusque là jamais été signalées dans cette partie du monde, les éleveurs, les propriétaires d'animaux et les vétérinaires connaissaient très peu les caractéristiques épidémiologiques et les mesures efficaces de prévention et de lutte contre ces infections. Parallèlement à la crise engendrée par l'introduction et la propagation de ces maladies, leur émergence a, dans certains cas de figure, coïncidé avec les restrictions imposées à cause de la pandémie de COVID-19.



© L. Weber-Vintzel

Les données les plus récentes sur la peste porcine africaine, la peste équine et la dermatose nodulaire contagieuse sont régulièrement mises en ligne sur le site de l'OIE pour l'Asie et le Pacifique. En outre, des informations pratiques ont été diffusées par le biais de séminaires en ligne : des experts provenant de différentes régions du monde ont fait part de leur expérience, et les participants ont eu du temps pour poser des questions. Ces séminaires ont été enregistrés et sont disponibles sur le site de l'OIE pour l'Asie et le Pacifique (en anglais) :

- [Séminaires sur la peste porcine africaine](#)
- [Séminaires sur la peste équine](#)
- [Séminaires sur la dermatose nodulaire contagieuse.](#)

Ces séminaires en ligne ont permis à l'OIE de communiquer avec un grand nombre d'intervenants très diversifiés : fonctionnaires des Services vétérinaires et vétérinaires du secteur privé, représentants des filières concernées et organisations non gouvernementales. Les bonnes pratiques ont été diffusées en très peu de temps, ce qui a permis à tous les protagonistes de rester informés et disponibles pendant la crise, en dépit des restrictions de déplacements. Ces séminaires ont aussi facilité la participation d'experts très fortement sollicités pendant cette période. Enfin, ils ont aidé les différents acteurs à identifier, en Asie du Sud-Est comme ailleurs dans le monde, les experts-clés qu'ils peuvent contacter pour approfondir certaines questions.

Cette série de séminaires en ligne s'intègre parfaitement à l'ensemble des activités menées par l'OIE et ses partenaires pour diffuser les connaissances nécessaires à la prévention et au contrôle efficace de ces maladies.

PERSPECTIVES

▶ ACTIONS DE L'OIE

La préparation au risque de peste porcine africaine dans les Amériques

MOTS-CLÉS

#Amériques, #communication, #groupe permanent d'experts (GPE), #peste porcine africaine, #Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TADs), #préparation à l'urgence, #renforcement des capacités, #sondage.

AUTEURS

A. Ellis ⁽¹⁾ *, A. Tiwari ⁽¹⁾, J. Komal ⁽¹⁾, C.I. Martínez Rivas ⁽²⁾ & L. Barcos ⁽³⁾

(1) Conseiller scientifique vétérinaire auprès du Délégué du Canada auprès de l'OIE, [Agence canadienne d'inspection des aliments \(ACIA\)](#), Ottawa (Canada).

(2) [Représentation sous-régionale de l'OIE pour l'Amérique Centrale](#), Panama (Panama).

(3) [Représentation régionale de l'OIE pour les Amériques](#), Buenos Aires (Argentine).

* Contact auteurs : Andrea.ellis@inspection.gc.ca.

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© OIE /C.R. Pierozan

En juin 2019, les bureaux de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) dans les Amériques et du Délégué du Canada auprès de l'OIE ont réalisé conjointement un sondage

auprès des Membres et non-membres de l'OIE de la région des Amériques afin de mieux appréhender le niveau actuel de préparation au risque d'introduction de la peste porcine africaine [1].

La peste porcine africaine est une maladie virale contagieuse des porcs domestiques et des suidés sauvages qui peut occasionner des pertes désastreuses en termes financiers et en termes de production. L'évolution spectaculaire que connaît la situation épidémiologique mondiale de la peste porcine africaine depuis 2018 augmente la crainte de la propagation du virus à des régions du monde actuellement indemnes, telle que la région des Amériques qui abrite environ 177 millions de porcs domestiques.

Compte tenu des différents niveaux de surveillance et de moyens vétérinaires prévus pour faire face aux maladies émergentes dans la région, une approche coordonnée de prévention et de prévision des moyens d'intervention est nécessaire pour faire face à la peste porcine africaine. Un Groupe permanent d'experts de la peste porcine africaine (GPE-PPA) pour les Amériques a été mis en place en septembre 2019 pour répondre à cette nécessité [1].

Deux questionnaires ont été distribués, dont les réponses sont résumées ci-après. Des activités sont en cours pour donner suite à ces résultats.

Le premier questionnaire, qui concernait les canaux potentiels d'introduction de la peste porcine africaine, comprenait des questions sur les importations de porcs vivants, de viande de porc et de produits dérivés, et les objets vecteurs de contamination

Une analyse descriptive des réponses binaires (oui/non) a été réalisée. Les principaux résultats sont les suivants :

- L'introduction du virus par le biais de porcs vivants ou d'objets vecteurs est improbable car aucun de ces pays n'importe de porcs en provenance de pays infectés et n'a de personnel travaillant à l'étranger dans des exploitations infectées.
- En cas d'entrée du virus, il pourrait se propager à cause de l'inadéquation des contrôles en matière de désinfection et d'utilisation des véhicules pour le transport des porcs et produits porcins importés - un fait que signalent 59 % des pays.
- Le risque le plus important est lié aux importations de viande de porc et de produits porcins effectuées par des particuliers - une pratique que signalent 28 % des pays. Ce risque s'ajoute à l'alimentation des porcs avec des eaux grasses et à l'existence de décharges non clôturées - faits que signalent plus de la moitié des pays.
- Des mesures de sensibilisation pour décourager les importations en provenance de pays infectés sont signalées par 90 % des pays.

Le second questionnaire a évalué 42 mesures de préparation au risque

Les variables ont été classées en quatre catégories :

- autorité légale
- ressources humaines
- infrastructures
- anticipation.

Le pourcentage de réponses positives dans chaque catégorie a été calculé et classé comme suit :

- vert : plus de 80 %
- jaune : 60 % - 80 %
- rose : moins de 60 %.

Les pays ont été classés au niveau sous-régional (Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, Caraïbes). La catégorie « anticipation » a ensuite été divisée en plans de riposte, formations et exercices, afin d'identifier les volets auxquels une hausse de moyens devra s'appliquer en priorité.

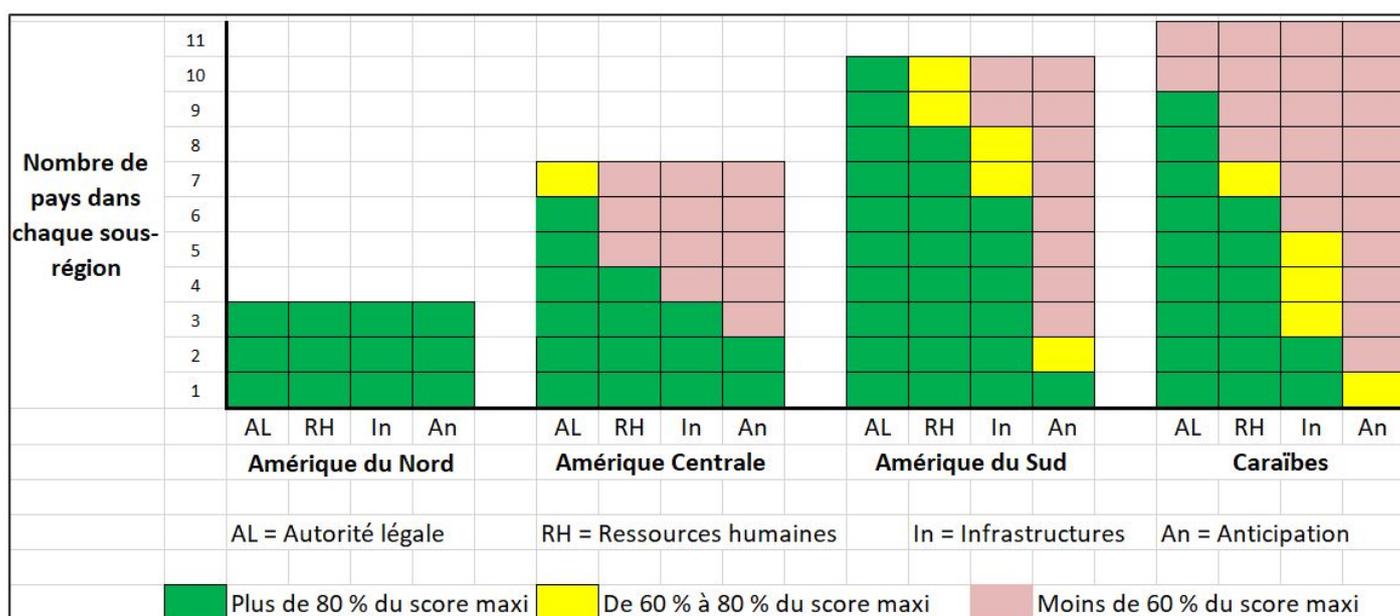


Fig. 1. Analyse du niveau de préparation au risque de peste porcine africaine dans les sous-régions des Amériques

Les résultats de cette enquête présentent un tableau mitigé du degré de préparation des pays quelle que soit la sous-région, à l'exception de l'Amérique du Nord où tous les pays présentent un score supérieur à 80 % (Fig. 1). Dans les autres sous-régions, la plupart des pays déclarent disposer de l'autorité légale pour contrôler la peste porcine africaine et ont un bon score en matière de ressources humaines. Il existe une variabilité plus marquée en ce qui concerne les moyens prévus en termes d'infrastructures, tels que les systèmes nationaux de gestion des incidents, le financement d'urgence, les laboratoires, ou encore les équipements et fournitures pour mener les enquêtes.

L'anticipation du risque est le domaine qui a révélé le plus de manquements. L'analyse approfondie des réponses indique que si certains pays ont effectué des formations en la matière, ceci ne s'est pas traduit par l'établissement de plans de riposte ni par des exercices d'entraînement.

Maintenons les Amériques indemnes de peste porcine africaine grâce à des moyens renforcés et des actions coordonnées

Plusieurs activités de renforcement des capacités ont été menées afin de s'attaquer aux points névralgiques repérés grâce à ce sondage. Les deux premières réunions du GPE-PPA se sont concentrées sur les bonnes pratiques de renforcement des contrôles aux frontières et sur l'analyse des canaux de transmission potentiels [2, 3]. Une formation des Points focaux de l'OIE pour les laboratoires vétérinaires, relative au diagnostic et à la surveillance de la peste porcine africaine, a été réalisée en décembre 2019, tandis que les Points focaux de l'OIE pour la communication ont reçu une formation en août 2020. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a réalisé en Amérique Centrale et dans les Caraïbes une formation de grande ampleur sur la peste porcine africaine.

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3145>

RÉFÉRENCES

1. Ellis A., Komal J., Barcos L. & Martínez Rivas C. (2020). - Groupe permanent d'experts de la peste porcine africaine pour les Amériques. *Bull. OIE Panorama*, 2020-1.
2. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2019). - First meeting of the Standing Group of Experts on ASF (SGE-ASF) in the Americas Region, Bogota, Colombia, 3-4 December 2019.
3. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - Second meeting of the Standing Group of Experts on ASF (SGE-ASF) in the Americas Region. Virtual meeting, 15 June 2020.

PERSPECTIVES

► OPINIONS ET STRATÉGIES

L'assurance et la réassurance ont-elles un rôle à jouer pour mobiliser les ressources dans les contextes de faibles ressources ?

MOTS-CLÉS

#analyse de risque, #assurance, #évaluation des risques, #impact socio-économique, #mobilisation des ressources, #préparation à l'urgence, #résilience, #risque.

AUTEURS

G. Hutchings ^{(1)*} & J. Drakeford ⁽¹⁾

(1) [DH AgRisk Services Ltd](#), Essex House, 39-41 High Street, Great Dunmow, Essex, CM6 1AE (Royaume-Uni).

* Contact auteurs : gary.hutchings@dhagrisk.com

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© JackF/Getty Images

L'assurance est un contrat (la police) par lequel un assureur, en échange d'un montant (la prime), protège une autre partie contre les pertes consécutives à des aléas ou des catastrophes spécifiques. La réassurance est l'opération par laquelle un assureur transfère à un autre

assureur tout ou partie des risques assumés. Les compagnies d'assurance qui protègent les éleveurs/exploitants contre les pertes liées à des maladies hautement contagieuses ont très souvent recours au système de la réassurance.

Les flambées de maladies graves sont rares, mais lorsqu'elles surviennent elles peuvent toucher des pans entiers du secteur de l'élevage et occasionner des pertes significatives. En général, les compagnies d'assurance recourent à des plans de réassurance pour se prémunir contre le risque important lié à ces pertes, et préserver ainsi leur équilibre financier.

Pour pouvoir proposer une couverture efficace, économique et pérenne contre une maladie animale, les assureurs se heurtent à des difficultés non négligeables, surtout dans les milieux très défavorisés. Ainsi, certains éleveurs qui ont de faibles revenus et de faibles marges sont dans l'impossibilité de payer leur prime d'assurance. Dans ce cas, le gouvernement peut intervenir et apporter son aide en subventionnant directement ou indirectement les primes d'assurance. Pouvoir créer un bon produit d'assurance dans un tel contexte de ressources est peut-être le plus grand défi à relever pour l'assureur. Des risques non quantifiables par manque de données fiables, des infrastructures limitées voire inexistantes pour la gestion et la délivrance des polices d'assurance, le manque de qualification du personnel, un accès limité au capital... font partie des nombreux problèmes concrets auxquels certains assureurs se trouvent confrontés.

| Un plan d'assurance efficace permet aux éleveurs de mieux se préparer aux épizooties

Malgré les difficultés énoncés, la mise en place d'un plan d'assurance efficace peut être intéressant à bien des égards. Outre la protection contre les imprévus, l'existence même d'un plan d'assurance peut motiver des changements significatifs dans les filières concernées. Dès que les producteurs commencent à mieux appréhender le risque, l'assureur peut encourager certains changements visant à réduire et atténuer le risque. L'accroissement du niveau de biosécurité et un mode d'élevage plus responsable vont à leur tour améliorer la santé des cheptels. Avec le temps, ces comportements collectifs responsables modifieront le profil de risque de la filière. Ainsi, non seulement la probabilité de survenue d'un épisode infectieux sera réduite, mais son potentiel de déstabilisation sera également moindre. Ces deux éléments-clés abaisseront le montant des primes d'assurance tout en offrant une meilleure couverture aux assurés.

Au-delà des changements essentiels nécessaire à une meilleure gestion du risque sanitaire par les éleveurs, un autre avantage important d'un plan d'assurance efficace est qu'il permet en soi d'améliorer la capacité de la filière à se préparer aux épizooties et à y répondre efficacement.

[DH AgRisk Services Ltd dans The Parliamentary Review](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3146>

PERSPECTIVES

► OPINIONS ET STRATÉGIES

Les vétérinaires ont un rôle à jouer pour prévenir le bioterrorisme et se préparer à y faire face

Les forces de sécurité et les vétérinaires doivent coopérer en matière de défense contre les attaques microbiologiques délibérées

MOTS-CLÉS

#agroterrorisme, #bioterrorisme, #gestion de l'urgence, #Guinée, #Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), #préparation à l'urgence, #résilience, #Services vétérinaires, #Une seule santé.

AUTEURS

F. Ewann, Bioterrorism Prevention Unit, CBRNE and Vulnerable Targets Sub-Directorate, Counter-Terrorism Directorate, [Organisation internationale de police criminelle \(INTERPOL\)](#).

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



Projet RHINO pour le renforcement de la préparation pluri-institutionnelle face aux risques microbiologiques. © INTERPOL

Le spectre du bioterrorisme va grandissant à cause de l'importante déstabilisation que la récente apparition de nouvelles maladies infectieuses a entraînée un peu partout [1]. C'est

pourquoi il est dès maintenant fondamental d'élaborer des stratégies de prévention contre la propagation intentionnelle de maladies et d'établir des plans d'intervention pour faire face à toute éventualité. Compte tenu de l'impact des maladies sur l'homme et sur les animaux il est crucial que les gouvernements adoptent une approche « Une seule santé » dans tous les aspects de la prévention, la préparation et la riposte face à de tels incidents [2]. Pourtant, à ce jour, rares sont les pays qui se sont véritablement préoccupés de savoir si leurs Services vétérinaires étaient préparés à repérer les incidents sanitaires liés à l'agro-criminalité et à l'agro-terrorisme ni s'ils étaient préparés à coordonner leur action avec celle des forces de l'ordre.

Cette démarche est en bonne voie pour ce qui concerne les services de santé publique, mais il devrait en être de même avec les services de santé animale. En effet, on constate de graves insuffisances en ce qui concerne, d'une part, la place accordée aux vétérinaires dans les activités opérées sous la direction des forces de sécurité, et d'autre part, la capacité des différentes administrations à coopérer efficacement pour gérer ce type d'incidents.

Les principales raisons des difficultés de coopération entre les services de sécurité et les services de santé animale

Pour générer la résilience nécessaire en cas de propagation intentionnelle d'une maladie, il est impératif d'inclure de plein droit les vétérinaires dans le processus de réponse sanitaire, même lorsqu'aucun animal n'est directement impliqué dans l'incident.

Bien qu'il existe, dans la lutte contre la criminalité, un certain degré de coopération entre le secteur chargé de l'application des lois et le secteur vétérinaire, ces deux secteurs sont guidés par une approche très différente. De ce fait, la coopération est souvent entravée par un manque de compréhension des rôles, responsabilités et contraintes des deux parties, qui s'ajoute à un manque de connaissance de la façon dont chacun de ces secteurs peut aider l'autre à atteindre leur objectif commun, à savoir : protéger la santé, présente et à venir, des individus. Cet objectif primordial devrait être suffisamment incitatif pour surmonter les écueils et rapprocher ces deux communautés (Figs. 1, 2, 3).

Engager le dialogue entre l'administration vétérinaire et les forces de sécurité

En Guinée, le projet RHINO (projet d'INTERPOL destiné à renforcer les moyens de ses pays membres pour contrer les menaces biologiques) [3] a entrepris de créer les conditions de ce dialogue nécessaire entre l'administration vétérinaire et les services de sécurité, les deux secteurs étant appelés à collaborer au sein d'une stratégie « tous risques » afin d'être en mesure de faire face à l'apparition de foyers de maladies.

La compréhension du mandat des uns et des autres et du bénéfice à tirer de leur coopération constituait la pierre angulaire d'une confiance mutuelle, condition préalable à une résilience face aux situations d'urgence zoonositaire. Les formations menées en commun, les formations trans-sectorielles, et la participation à des exercices conjoints, ont consolidé ce processus en démontrant l'intérêt d'une approche pluri-institutionnelle en cas d'incident, même mineur (Figs. 4, 5). Cependant, la résilience, sous la forme d'une pérennisation des réseaux mis en place grâce à ce

projet, dépend également d'un soutien politique fort. Or les gouvernements ne peuvent assurer ce soutien que s'ils ont une bonne connaissance de l'approche « Une seule santé », qu'ils comprennent son importance et qu'ils s'engagent à la mettre en œuvre.

Visionnez la vidéo d'INTERPOL sur le projet RHINO



Fig. 1. Rôles et responsabilités des forces de l'ordre et des services vétérinaires lors d'un incident biologique. © INTERPOL



Fig. 2. Coopération entre services de sécurité et services de santé animale : les écueils. © INTERPOL



Fig. 3. Coopération entre services de sécurité et services de santé animale : les solutions. © INTERPOL |

Photo de droite : CDC/Unsplash



Fig. 4. Forces de l'ordre et services vétérinaires réunis pour une session de formation sur l'utilisation et les limites des équipements de protection individuelle en intervention d'urgence. © INTERPOL



Fig. 5. Exercice d'entraînement en commun pour faire face à des incidents intentionnels impliquant des substances biologiques nocives pour les animaux. © INTERPOL

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3147>

RÉFÉRENCES

1. Nations Unies (2020). - Secretary-General's remarks at the opening of the Virtual Counter-Terrorism Week United Nations [as delivered] (consulté 22 août 2020).
2. Carlin E.P., Machalaba C., Berthe F.C.J., Long K.C. & Karesh W.B. (2019). - Building resilience to biothreats: an assessment of unmet core global health security needs. EcoHealth Alliance (consulté 26 août 2020).
3. Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) (2020). - Bioterrorisme : Renforcement des capacités et formation (consulté 22 août 2020).

PERSPECTIVES

► OPINIONS ET STRATÉGIES

De l'importance de lier la gestion de l'urgence zoonositaire à un cadre public pour faciliter la mobilisation des ressources

La démarche du Botswana

MOTS-CLÉS

#Botswana, #gestion de l'urgence, #mobilisation des ressources, #partenariat public/privé, #préparation à l'urgence, #Processus PVS de l'OIE, #Services vétérinaires.

AUTEURS

[O. Thololwane](#), Department of Veterinary Services, Ministry of Agricultural Development and Food Security, Gaborone (Botswana).

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© Artush/Getty Images

Une situation d'urgence zoonositaire peut survenir à tout moment. Pour pouvoir agir dans les meilleurs délais, les Services vétérinaires doivent disposer d'un certain nombre d'éléments, notamment de ressources financières convenables, de ressources humaines habilitées et en nombre suffisant, de plans d'intervention et d'outils d'aide juridique. Tous ces éléments doivent être coordonnés au niveau gouvernemental et reposer sur des données scientifiques.

Pour que le pays puisse répondre encore mieux aux urgences zoonosantaires, le Botswana développe actuellement son engagement avec les parties prenantes et envisage par ailleurs des partenariats public-privé. À l'instar du modèle développé par Animal Health Australia [2], cette approche renforcera l'efficacité et le financement de la préparation et de la réponse du Botswana face aux urgences zoonosantaires.

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3148>

RÉFÉRENCES

1. Fernandez P.J., Münstermann S., Lubaba C. & Sserugga J. (2019). - OIE PVS evaluation follow-up mission report of the Veterinary Services of Botswana, 6-17 May 2019. In: *Processus PVS de l'OIE*. (consulté 14 septembre 2020).
2. Black P.F. (2012). - Bonne gouvernance des systèmes de santé animale et partenariats public-privé : une étude de cas en Australie. *Rev. Sci. Tech. Off. Int. Epiz.*, **31** (2), 699-708. <https://doi.org/10.20506/rst.31.2.2149>.

PERSPECTIVES

► OPINIONS ET STRATÉGIES

Méthode de bonne gestion des urgences : les fondamentaux

Un guide pour se préparer aux urgences en santé animale

MOTS-CLÉS

#analyse de risque, #anticipation des situations de crise, #Centre de gestion des urgences de santé animale (EMC-AH), #formation, #gestion de l'urgence, #lignes directrices, #Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), #préparation à l'urgence, #renforcement des capacités, #santé animale, #Une seule santé, #Services vétérinaires.

AUTEURS

E. Bonbon ^{(1)*} & L. Plée ⁽¹⁾

(1) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

* Contact auteurs : etienne.bonbon@fao.org

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE ou de la FAO quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE ou la FAO par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© OIE/A. Alfeneekh

L'accroissement des populations, la concentration accrue d'animaux, l'intensification des marchés, les déplacements de personnes et d'animaux ainsi que le commerce international sont

autant de facteurs prédisposant à la propagation rapide des maladies infectieuses et à d'autres conjonctures d'urgence sanitaire (par exemple, le risque lié à l'utilisation délibérée d'agents pathogènes) au niveau d'un pays ou à l'échelle mondiale.

Une situation d'urgence en santé animale peut avoir de graves conséquences socio-économiques et de santé publique. La bonne gestion de l'urgence dépend de l'engagement de chacun des responsables-clés à mobiliser les ressources nécessaires, à prendre rapidement les décisions qui s'imposent, à coordonner l'ensemble des capacités nationales mobilisées et à transmettre les informations à toutes les parties concernées.

Pour relever ce défi, le [Centre de gestion des urgences de santé animale \(EMC-AH\)](#) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié un manuel des bonnes pratiques de gestion de l'urgence, dont la version française intitulée *Méthode de bonne gestion des urgences : les fondamentaux* est parue en 2013.

| La méthode de bonne gestion des urgences est devenue une référence internationale

La *Méthode de bonne gestion des urgences* décrit comment un système de gestion de l'urgence zoonositaire doit mettre en place les éléments nécessaires pour être suffisamment réactif, et comment prévoir les stratégies et les mesures appropriées à mettre en œuvre, en particulier grâce au travail de préparation et à l'élaboration de plans de riposte. Ce manuel est devenu une référence internationale ; il est utilisé pour organiser des ateliers de sensibilisation et de formation et pour renforcer les capacités des Services vétérinaires, en partenariat avec les organes compétents en matière de santé publique, d'environnement et de sécurité intérieure, en suivant une approche « Une seule santé ». Ces ateliers permettent de savoir comment chaque pays fait face, concrètement, aux situations d'urgence zoonositaire. Ils aident à repérer s'il existe des lacunes en termes d'informations-clés et à définir les meilleures stratégies pour combler ces lacunes. C'est un format qui incite les participants à jouer un rôle actif ; la variété des sessions leur permet d'enrichir leurs connaissances autour de différents modules et de mettre en commun les méthodes pratiquées sur le terrain. Un exercice de simulation ou l'analyse d'une intervention permet aux participants de mettre en pratique ce qu'ils ont appris en petits groupes.

| La méthode de bonne gestion des urgences est en cours de mise à jour

Ce manuel fait actuellement l'objet d'une mise à jour qui prendra en compte les différentes phases d'un événement zoonositaire et les mesures à mettre en œuvre. L'approche suivie ne se cantonne pas à la gestion de l'urgence liée aux maladies infectieuses d'origine naturelle mais couvre aussi les catastrophes naturelles et l'utilisation délibérée d'agents biologiques pathogènes.

En soutenant chacune des composantes inscrites dans la gestion de l'urgence au niveau national, régional et international, l'EMC-AH permet aux États de mieux se préparer aux risques sanitaires.

PERSPECTIVES

► OPINIONS ET STRATÉGIES

Un partenariat mondial pour atténuer la menace microbiologique

RÉSUMÉ

Le bioterrorisme et les armes microbiologiques constituent des menaces bien réelles. Une collaboration au niveau de l'interface animaux–santé–sécurité peut jouer un rôle-clé dans la réduction de toutes les formes de menace microbiologique, quelle qu'en soit l'origine.

MOTS-CLÉS

#arme biologique, #arme de destruction massive, #Canada, #COVID-19, #G7, #G8, #gestion de l'urgence, #Ghana, #Kananaskis, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, #préparation à l'urgence, #réduction des menaces biologiques.

AUTEURS

T. Smith, Weapons Threat Reduction Program, [Affaires mondiales Canada](#).

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© Dr Microbe/Getty Images

La pandémie de COVID-19 a montré que les flambées de maladies infectieuses, qu'elles soient d'origine naturelle, accidentelle ou intentionnelle, ont le pouvoir de paralyser la planète et ont des conséquences inédites sur l'ensemble de la société.

À l'heure où la communauté internationale unit ses forces pour lutter contre cette maladie, n'ignorons pas l'avertissement d'António Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies, qui souligne que les faiblesses et l'impréparation révélées par cette pandémie constituent des brèches par lesquelles des attaques bioterroristes pourraient s'engouffrer, multipliant par là-même les risques qu'elles font encourir [1].

Aussi impressionnantes soient-elles, les menaces que représentent les armes microbiologiques et le bioterrorisme ne sont pas nouvelles. Heureusement, la communauté internationale sait comment y répondre. Depuis près de vingt ans, le **Programme de réduction de la menace liée aux armes de destruction massive** du Canada travaille au niveau de l'interface santé/sécurité avec d'autres membres du **Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PM)** dirigé par le G7 pour mettre au point des programmes de renforcement des capacités et réduire les menaces biologiques au niveau mondial.

Nous sommes fiers que les programmes mis en œuvre par le Canada et par d'autres pays membres du PM - qui en compte 31 - soutiennent la réponse mondiale au COVID-19. Le long partenariat entre le Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes de destruction massive et la Direction des Services vétérinaires du Ghana, appuyé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) qui a ouvert la voie aux tests COVID-19 au Ghana [2], en est un exemple.



Un employé travaillant sur des échantillons COVID-19 au Ghana (2020)

Des succès comme celui-ci ne pourraient exister sans le rôle déterminant de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Depuis plus de dix ans, l'OIE et le PM travaillent ensemble pour renforcer la biosécurité mondiale. Notre mission commune consiste à éradiquer la peste bovine dans le monde [3], à organiser des conférences

mondiales sur la réduction de la menace microbiologique [4], à protéger les pays de l'agro-terrorisme [5] et à créer des laboratoires plus viables [6].

Si le secteur vétérinaire et celui de la sécurité ont fait un grand pas en avant ensemble, il reste encore fort à faire si l'on veut atteindre notre but commun : prévenir, détecter et répondre à toutes les formes de menace sanitaire.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du [Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes](#) (en anglais)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3149>

RÉFÉRENCES

1. Nations Unies (2020). - [Secretary-General's remarks to the Security Council on the COVID-19 pandemic \[as delivered\]](#).
2. Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) (2020). - [Comment le Canada a ouvert la voie aux tests de dépistage de la COVID-19 au Ghana.](#)
3. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - [Portail sur la peste bovine.](#)
4. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2017). - [2^e Conférence mondiale de l'OIE sur la réduction des menaces biologiques, Ottawa \(Canada\), 31 octobre - 2 novembre 2017.](#)
5. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - [Une coopération internationale contre l'agroterrorisme. In Rapport d'activité 2019.](#)
6. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) & Gouvernement du Canada (2018). - [OIE consultation on sustainable laboratories.](#)

DOSSIER

Activités de l'OIE en matière de maladies émergentes des animaux aquatiques

Exemple du virus du tilapia lacustre

MOTS-CLÉS

#animal aquatique, #biosécurité, #Centre collaborateur de l'OIE, #Commission des normes sanitaires pour les animaux aquatiques, #Groupe ad hoc de l'OIE, #maladie animale, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #risque, #tilapia.

AUTEURS

I. Ernst ^{(1)*} & E. Peeler ⁽²⁾

(1) Commission des normes pour les animaux aquatiques de l'OIE ; [Department of Agriculture, Water and the Environment](#), Canberra (Australie).

(2) Commission des normes pour les animaux aquatiques de l'OIE ; [Centre for Environment, Fisheries and Aquaculture Science \(Cefas\)](#), Weymouth (Royaume-Uni).

* Contact auteurs : ingo.ernst@awe.gov.au.

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



Élevage de tilapias sur le lac Volta, au Ghana © E. Peeler

Nous observons fréquemment l'émergence de nouvelles maladies des animaux aquatiques qui

peuvent représenter une menace pour l'aquaculture, la pêche et les milieux naturels. Nombre de maladies émergentes ont ainsi des effets néfastes sur la sécurité alimentaire, la productivité, les revenus des ménages ou encore la biodiversité [1].

La maladie virale du tilapia lacustre (TiLV) est une maladie émergente particulièrement préoccupante car les tilapias constituent le deuxième plus important groupe de poissons d'élevage au monde et ils sont essentiels à la sécurité alimentaire de nombreux pays. Le TiLV a été décrit pour la première fois en 2014 après avoir été impliqué dans un épisode de mortalité massive de tilapias en Israël [2]. Depuis, cette maladie a été signalée dans des pays d'Afrique, d'Asie et des Amériques.

Le problème des maladies émergentes est qu'on n'apprend à les connaître qu'une fois qu'elles se sont manifestées. Il faut cependant réagir efficacement, et des actions rapides (et potentiellement coûteuses) sont pour cela nécessaires.

L'OIE se donne pour mission d'assister ses Membres en identifiant les nouvelles maladies dangereuses et en partageant les informations disponibles, afin de réduire leur propagation. Par la voie de la [Commission des normes pour les animaux aquatiques](#) de l'OIE, de nouvelles menaces sanitaires sont régulièrement identifiées et portées à l'attention des Membres de l'OIE.

Un excellent exemple de la façon dont la communauté de l'OIE peut combattre la menace de maladies émergentes des animaux aquatiques

Ainsi, très peu de temps après que la science a eu connaissance de la menace que représentait le TiLV, la Commission aquatique de l'OIE en a avisé les Membres de l'OIE. Elle a rédigé la fiche signalétique de la maladie [3] et les Membres de l'OIE ont été invités à en déclarer la moindre manifestation afin d'obtenir une vision claire de sa répartition géographique.

L'inclusion d'une maladie dans la Liste de l'OIE est une étape importante pour commencer à fixer les normes commerciales qui aideront les Membres de l'OIE à s'en préserver. Aussi une étude visant à évaluer l'intérêt d'inclure le TiLV dans la Liste de maladies de l'OIE a-t-elle été entreprise, mais il en est ressorti que le TiLV ne remplissait pas les conditions pour être inclus dans la Liste, les méthodes de diagnostic ayant été insuffisamment évaluées. Par conséquent, l'OIE a constitué un groupe *ad hoc* pour mener une évaluation plus approfondie des méthodes de diagnostic disponibles. Ce groupe, dirigé par le [Centre collaborateur de l'OIE pour les maladies nouvelles et émergentes](#), situé en Australie, rassemble des laboratoires du monde entier. C'est un excellent exemple de la façon dont la communauté de l'OIE peut se donner la main pour combattre la menace de maladies émergentes des animaux aquatiques.

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3150>

RÉFÉRENCES

1. Peeler E.J. & Ernst I. (2019) - Une nouvelle approche de la gestion des maladies émergentes des animaux aquatiques. In Le rôle de la santé des animaux aquatiques dans la sécurité alimentaire (I. Ernst & E.J Peeler, eds). *Rev. Sci. Tech. Off. Int. Epiz.*, **38** (2), 537-551. <https://doi.org/10.20506/rst.38.2.3003>.

2. Eyngor M., Zamostiano R., Tsofack J.E.K., Berkowitz A., Bercovier H., Tinman S., Lev M., Huryitz A., Galeotti M. & Eldar A. (2014). - Identification of a novel RNA virus lethal to tilapia. *Journal of Clinical Microbiology*, **52** (12), 4137-4146. <https://doi.org/10.1128/jcm.00827-14>.
3. Organisation mondiale de la santé animale (2020). - Infection with tilapia lake virus (TiLV) - a novel orthomyxovirus-like virus.

DOSSIER

La fièvre de la Vallée du Rift : une urgence sanitaire récurrente face à laquelle il faut s'organiser

MOTS-CLÉS

#changement climatique, #fièvre de la Vallée du Rift, #lutte contre les insectes vecteurs, #préparation à l'urgence, #santé animale, #santé publique, #Une seule santé, #vaccination.

AUTEURS

Baptiste Dungu ^{(1)*} & Assaf Anyamba ⁽²⁾

(1) Chief Executive Officer, [Onderstepoort Biological Products Ltd](#), Onderstepoort, Pretoria, 0110 (Afrique du Sud).

(2) Research scientist, [Sciences and Exploration Directorate, National Aeronautics and Space Administration \(NASA\)](#), Greenbelt, MD 2077 (États-Unis d'Amérique).

* Contact auteurs : badungu@gmail.com

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© Nechaev Kon/Getty Images

La fièvre de la Vallée du Rift est une maladie virale aigüe des animaux domestiques (bovins, buffles, moutons, chèvres et camélidés) et des humains. Elle est endémique en Afrique subsaharienne, dans la péninsule arabe (Arabie Saoudite et Yémen) et à Madagascar. Dans

les pays touchés, elle constitue une menace pour la santé publique et le commerce de bétail. Les pertes imputables à cette maladie depuis 2006 sont ainsi estimées à 250 millions USD. Le virus est capable de pénétrer de nouvelles régions par le biais de bétail importé ou de moustiques vecteurs infectés. Les épizooties et les épidémies de fièvre de la Vallée du Rift sont associées à des périodes de précipitations exceptionnelles (supérieures à 60 jours) qui permettent à de nombreuses générations de vecteurs infectés de se propager et de contaminer hommes et troupeaux.

Dans les pays et les régions où la fièvre de la Vallée du Rift est endémique, lutter contre cette maladie, la prévenir et en atténuer les effets nécessite des mesures efficaces conjuguant surveillance passive et surveillance active. La surveillance passive de cette maladie repose sur la surveillance zosanitaire générale conduite par les Services vétérinaires, qui prend notamment en compte les déclarations des éleveurs et d'autres secteurs impactés. La surveillance active, quant à elle, comprend les mesures prises par les Services vétérinaires pour réaliser un suivi spécifique de l'éventuelle circulation du virus, ainsi que les mesures prises pour collecter et analyser des données relatives aux facteurs directs d'apparition de la maladie, par exemple le climat et la pression des insectes vecteurs. Les mesures de lutte contre l'infection consistent donc en une prophylaxie médicale et une prophylaxie sanitaire. La prophylaxie médicale consiste à vacciner et à mettre en œuvre une stratégie vaccinale appropriée, tandis que la prophylaxie sanitaire se concentre sur les systèmes de surveillance climatique qui servent à renseigner les systèmes d'alerte précoce. Les systèmes d'alerte précoce permettent une surveillance et un contrôle ciblés des vecteurs et, lorsque des zones à risque sont identifiées, ils permettent de mettre en place un zonage et des contrôles des mouvements de bétail afin de réduire le risque de propagation chez l'homme et l'animal.

La coordination entre le secteur de la santé humaine et celui de la santé animale est d'une importance capitale

À l'heure actuelle, on ne remarque guère la présence de la fièvre de la Vallée du Rift avant que des cas ne surviennent dans la population humaine. Il faut que cela change. Dès l'apparition de cas chez les animaux, des systèmes d'alerte à l'usage tant du secteur vétérinaire que du secteur de la santé publique peuvent fortement en diminuer les conséquences sanitaires tant chez l'homme que chez l'animal.

La surveillance climatique et les systèmes d'alerte précoce

Les systèmes d'alerte précoce actuels traitent des données correspondant à différents paramètres climatologiques, tels que la température des eaux de mer superficielles (indicateur de la phase et de l'amplitude du phénomène « El Niño - Oscillation australe »), les niveaux de précipitations ou l'état de la végétation. Ces données servent à cartographier les zones géographiques où il existe un risque d'apparition de foyers [1] (Fig. 1). Ces systèmes d'alerte précoce peuvent permettre de gagner de trois à six mois avant l'apparition éventuelle d'un foyer (Fig. 2). Dans les régions jugées à risque potentiel, l'alerte précoce doit s'accompagner d'un suivi et d'un contrôle des vecteurs sur le terrain et être associée à une campagne de vaccination et de sensibilisation du public [2].

Par ailleurs, en période inter-épidémique il est nécessaire de mener des opérations de préparation à l'urgence et à la résilience. Lorsque le climat est instable et les précipitations extrêmes, le risque d'apparition de la maladie est

élevé [3]. Il est important que les stratégies visant à la maîtriser intègrent une approche fondée sur le risque, qui se traduira par exemple par des campagnes en faveur de la santé ou par l'application d'une vaccination en fonction des saisons et des zones géographiques.

La stratégie vaccinale

Les vaccins actuellement utilisés pour protéger le bétail contre la fièvre de la Vallée du Rift ont clairement prouvé leur efficacité pour endiguer la maladie dans des situations d'enzootie et d'épizootie. À l'heure actuelle, l'approche vaccinale [4] est encore peu répandue ; elle devrait être appliquée dans d'autres pays d'endémie ou à risque. La non-vaccination révélée par plusieurs foyers récents a un coût qui justifierait de mettre en place des stratégies vaccinales au niveau national et régional, comme par exemple la constitution de banques de vaccins régionales.

Conclusions

Les pays doivent à la fois mettre en place des stratégies vaccinales efficaces contre la fièvre de la Vallée du Rift, instaurer des mesures de lutte contre les vecteurs de cette maladie, et ne pas négliger les systèmes d'alerte précoce. Pour une réponse efficace face aux alertes et aux flambées de fièvre de la Vallée du Rift, l'approche régionale est essentielle dans les régions à haut risque, et elle doit impliquer la santé publique.

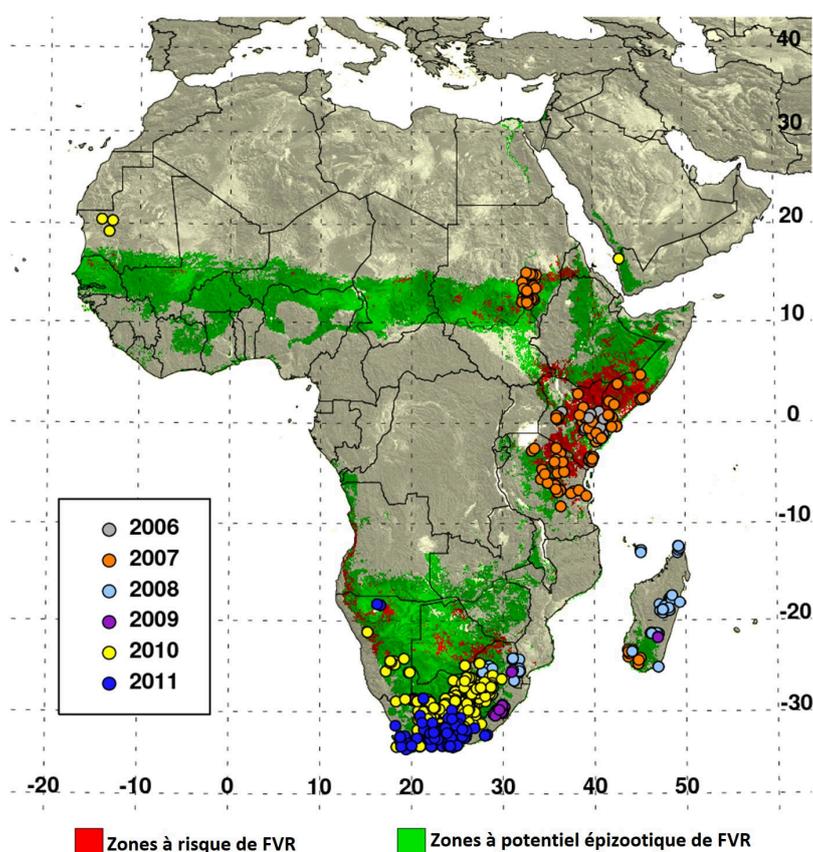


Fig. 1. Carte composite figurant le risque de fièvre de la Vallée du Rift avec indication des zones à risque en rouge et indication de l'emplacement de divers

foyers entre 2006 et 2011. Les épïcèntres régionaux des foyers se situent en Afrique orientale et en Afrique australe et sont modulés par la variabilité des précipitations associées aux phases El Niño et La Niña du phénomène El Niño - Oscillation australe.

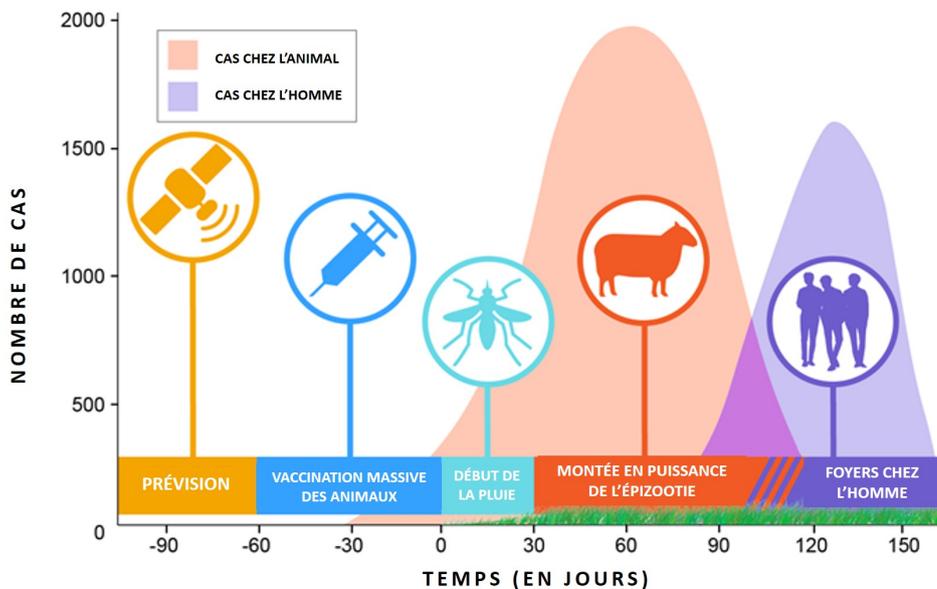


Fig. 2. Chronologie idéale de l'alerte précoce contre la fièvre de la Vallée du Rift, basée sur les données de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe.

Conception : Assaf Anyamba ; réalisation : Heidi Tubbs, Universities Space Research Association (USRA) & NASA/Goddard Space Flight Center.

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3151>

RÉFÉRENCES

1. Anyamba A., Chretien J.P., Small J., Tucker C.J., Formenty P.B., Richardson J.H., Britch S.C., Schnabel D.C., Erickson R.L. & Linthicum K.J. (2009). - Prediction of a Rift Valley fever outbreak. *Proc. Nat. Acad. Sci.*, **106** (3), 955-959. <https://doi.org/10.1073/pnas.0806490106>.
2. Anyamba A., Linthicum K.J., Small J.S., Britch S.C., Pak E., de La Rocque S., Formenty P., Hightower A.W., Breiman R.F., Chretien J.P., Tucker C.J., Schnabel D., Sang R., Haagsma K., Latham M., Lewandowski H.B., Osman Magdi S., Mohamed A., Nguku P.M., Reynes J.M. & Swanepoel R. (2010). - Prediction, assessment of the Rift Valley fever activity in East and Southern Africa 2006-2008 and possible vector control strategies. *Am. J. Trop. Med. Hyg.*, **83** (2 Suppl), S43-S51. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.2010.09-0289>.
3. Martin V., Chevalier V., Ceccato P., Anyamba A., De Simone L., Lubroth J., de La Rocque S. & Domenech J. (2008).- Les conséquences du changement climatique sur l'épidémiologie et la prophylaxie de la fièvre de la Vallée du Rift. In S. de La Rocque, G. Hendrickx & S. Morand (eds). *Changement climatique : impact sur l'épidémiologie et les stratégies de contrôle des maladies animales. Rev. Sci. Tech. Off. Int. Epiz.*, **27** (2), 413-426. <https://doi.org/10.20506/rst.27.2.1802>.
4. Dungu B., Lubisi B.A. & Ikegami T. (2018). - Rift Valley fever vaccines: current and future needs. *Curr. Opin. Virol.*, **29**, 8-15. <https://doi.org/10.1016/j.coviro.2018.02.001>.

DOSSIER

Contribution du réseau OFFLU au processus de l'OMS pour la sélection des virus utilisés dans les vaccins contre la grippe

MOTS-CLÉS

#grippe équine, #influenza aviaire, #Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), #Organisation mondiale de la santé (OMS), #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #pandémie, #préparation à l'urgence, #Réseau scientifique mondial OIE/FAO pour le contrôle des gripes animales (OFFLU), #Tripartite (FAO/OIE/OMS), #Une seule santé, #vaccin, #zoonose.

AUTEURS

G. Pavade, Service scientifique, Organisation mondiale de la santé animale (OIE).



© Shutterstock | Dids/Pexels | Matthias Zomer/Pexels



L'OFFLU est le réseau mondial d'expertise de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les influenzas ou gripes animales. Ses travaux visent à réduire les conséquences négatives des influenzas aviaire, porcine et équine en incitant les experts de la santé animale et de la santé humaine à coopérer efficacement.

L'une des principales missions de l'OFFLU est de collaborer avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les problématiques à l'interface entre l'homme et l'animal, notamment la capacité à produire rapidement des vaccins destinés aux humains en cas de pandémie de grippe.

| La menace d'une pandémie de grippe est toujours présente

Les relevés de ces quarante dernières années ont mis en évidence une transmission sporadique des virus grippaux de l'animal à l'homme. Ces épisodes zoonotiques sporadiques nous rappellent que la menace d'une pandémie de grippe est toujours présente.

Depuis sa création, le [Système mondial de surveillance de la grippe et de riposte \(GISRS\)](#) de l'OMS est le mécanisme mondial de surveillance, de prévention et de riposte contre les gripes saisonnières, pandémiques ou zoonotiques. Le GISRS recommande les souches à utiliser dans les vaccins antigrippe destinés aux humains. L'évolution permanente des virus grippaux, en particulier ceux qui sont en circulation et qui infectent les humains, exige une analyse régulière des virus et l'actualisation des vaccins en conséquence afin de préserver leur efficacité.

Deux fois par an, l'OMS organise une réunion de consultation d'experts pour analyser les données relatives à la surveillance des virus de la grippe et recommander les souches virales à utiliser dans les vaccins antigrippe de la saison suivante. Ces recommandations sont utilisées par les agences nationales de réglementation des vaccins et les laboratoires pharmaceutiques pour concevoir, produire et autoriser la mise sur le marché des vaccins contre la grippe [1]. Depuis janvier 2011, la contribution qu'apporte l'OFFLU à ces réunions semestrielles en termes de données sur les gripes zoonotiques a été formalisée au sein des organisations de la Tripartite. Dans le cadre de cette collaboration, l'OFFLU présente, à chacune des réunions, le bilan des données épidémiologiques, virologiques et antigéniques des six mois précédents concernant la circulation des virus des gripes zoonotiques, y compris les données sur la grippe aviaire de type H5, H7 et H9 et sur la grippe porcine de type H1 et H3 collectées auprès des centres de référence OIE/FAO et des laboratoires nationaux de santé animale dans des pays qui représentent l'Asie, l'Afrique, l'Océanie, l'Europe et les Amériques. Cette contribution permet à l'OMS, dans une optique pré-pandémique, de tirer profit d'informations décisives émanant du secteur de la santé animale afin de déterminer et de mettre à jour les données sur les virus vaccinaux candidats pour les vaccins humains contre les virus zoonotiques préoccupants [2].

Cet effort conjoint du secteur de la santé animale et du secteur de la santé humaine, qui s'inscrit dans le concept « Une seule santé », permet d'agréger les données disponibles pour l'analyse et contribue au processus de sélection des virus les plus récents pour la fabrication des vaccins.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le [site de l'OFFLU \(en anglais\)](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3152>

Portail de l'OIE sur [la coopération interinstitutionnelle pour la gestion de l'urgence](#)

RÉFÉRENCES

1. Organisation mondiale de la santé (OMS) (2020). - [Antigenic and genetic characteristics of zoonotic influenza viruses and candidate vaccine viruses developed for potential use in human vaccines](#) (consulté le 29 septembre 2020) .
2. OFFLU (2020). - [Summary reports of OFFLU contribution to WHO VCM](#) (consulté le 30 septembre 2020).

DOSSIER

Évaluation de risque en appui à la surveillance ciblée dans les aéroports pour prévenir l'introduction de la peste porcine africaine

RÉSUMÉ

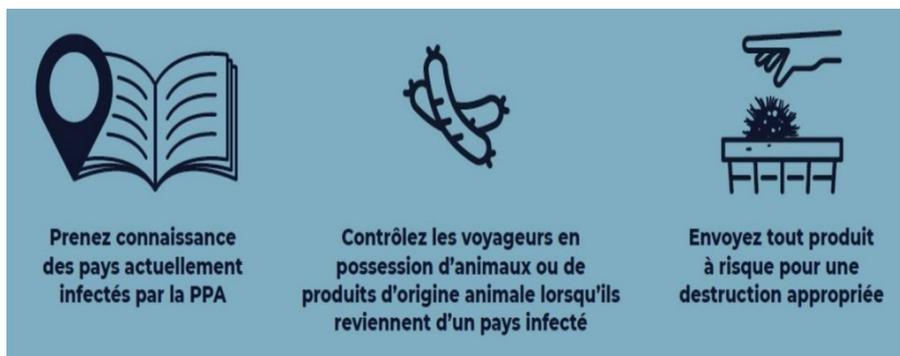
L'évaluation de risque peut aider à prévoir les périodes et les trajets à plus haut risque d'introduction illicite de produits d'origine animale dans les bagages des passagers des lignes aériennes et d'introduction de la peste porcine africaine par ce biais. L'utilisation d'un modèle d'évaluation du risque peut faciliter la surveillance ciblée et l'application de mesures de prévention supplémentaires.

MOTS-CLÉS

#contrebande, #déplacement d'animaux, #évaluation des risques, #maladie animale transfrontalière, #peste porcine africaine, #surveillance.

AUTEURS

L. Mur, Service d'information et d'analyse de la santé animale mondiale, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#).



Il a été démontré que le transport de produits d'origine animale dans le cadre de la contrebande organisée ou simplement dans les bagages des passagers favorise la propagation des maladies animales à travers le monde. Cette voie de propagation est particulièrement importante en ce qui concerne la peste porcine africaine, en raison de la persistance élevée du virus dans les produits infectés.

Ce risque peut être réduit grâce à des interventions ciblées, telles que des campagnes de communication, qui visent à faire prendre conscience aux passagers des conséquences de leurs agissements et de l'amende qu'ils

encourent, ou des activités de surveillance au débarquement (chiens de détection, inspection des bagages, auto-déclarations, interrogatoires, etc.). De telles interventions sont plus efficaces quand elles ciblent les passagers à haut risque dans les périodes à haut risque et dans les ports de débarquement à haut risque. Par conséquent, l'évaluation du risque permet de mieux cibler les campagnes de communication et les activités de surveillance pour les rendre plus efficaces. Une approche ciblée est garante d'une plus grande efficacité, ce qui la rend particulièrement applicable et utile lorsque les ressources sont très limitées.

Grâce à toutes les sources de données et les nouvelles options dont on dispose (par exemple les méthodes d'apprentissage automatique et l'interconnexion des bases de données), ces évaluations peuvent être plus rapides et de meilleure qualité. Un modèle aléatoire quantitatif d'évaluation du risque a été mis au point pour estimer le risque d'introduction du virus de la peste porcine africaine aux États-Unis par le biais des produits porcins transportés illégalement par les passagers des lignes aériennes [1]. Les résultats ont montré qu'il était possible d'identifier les provenances, les aéroports et les mois où le risque d'introduction de produits infectés est le plus élevé. Ce modèle peut être adapté à d'autres conjonctures et peut aisément être mis à jour avec de nouvelles données (comme l'ont démontré les auteurs suite à l'introduction de la peste porcine africaine en République Populaire de Chine [2]) pour mettre en œuvre et alimenter des systèmes de surveillance en temps réel susceptibles d'aider les douanes à accroître leurs performances de détection de produits transportés illégalement, en indiquant où et quand les rechercher.

Si l'on ne cible pas les activités et les ressources, il peut être très difficile de procéder à des contrôles douaniers sur les lignes aériennes, en raison des multiples contraintes (personnel et ressources limités, faibles performances de la détection, temps requis pour les vérifications, etc.).

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3153>

RÉFÉRENCES

1. Jurado C., Paternoster G., Martinez-Lopez B., Burton K. & Mur L. (2019) - Could African swine fever and classical swine fever viruses enter into the United States via swine products carried in air passengers' luggage? *Transbound. Emerg. Dis.*, **66** (1), 166-180. <https://doi.org/10.1111/tbed.12996>.
2. Jurado C., Mur L., Aguirreburualde M.S.P., Cadenas-Fernández E., Martínez-López B., Sánchez-Vizcaíno J.M. & Perez A. (2019). - Risk of African swine fever virus introduction into the United States through smuggling of pork in air passenger luggage. *Sci. Rep.*, **9**, 14423. <https://doi.org/10.1038/s41598-019-50403-w>.

AUTOUR DU MONDE

▶ INITIATIVES DU RÉSEAU

Coopération entre les autorités des pays nordiques et des pays baltes pour une meilleure préparation aux situations de crise

Le Groupe d'intervention vétérinaire balto-nordique renforce l'harmonisation de la riposte face aux épizooties

MOTS-CLÉS

#coopération, #exercice de simulation, #Nordic-Baltic Veterinary Contingency Group (NBVCG), #préparation à l'urgence, #Une seule santé.

AUTEURS

[T. Svensson](#), [Jordbruksverket](#), Jönköping (Suède).

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© OIE/Sara Hoummady

Le Groupe d'intervention vétérinaire balto-nordique (NBVCG) s'est constitué en 2006 à l'initiative du Conseil des ministres des pays nordiques.

L'objectif principal de ce Groupe est d'améliorer la coopération, la communication et le partage d'informations et d'expérience entre les autorités vétérinaires des pays nordiques et des pays baltes, ainsi qu'au niveau

international, dans le cadre de la planification des interventions d'urgence en cas de crise zoonositaire.

Diffusion des connaissances

Ce Groupe se propose également d'accroître la sensibilisation aux épizooties et aux zoonoses auprès des professionnels et autres parties prenantes de la région, et d'identifier les zones qui requièrent des plans d'intervention renforcés. Il cherche aussi à collecter et diffuser les données relatives au contrôle des maladies infectieuses animales.

Harmonisation et partage des ressources

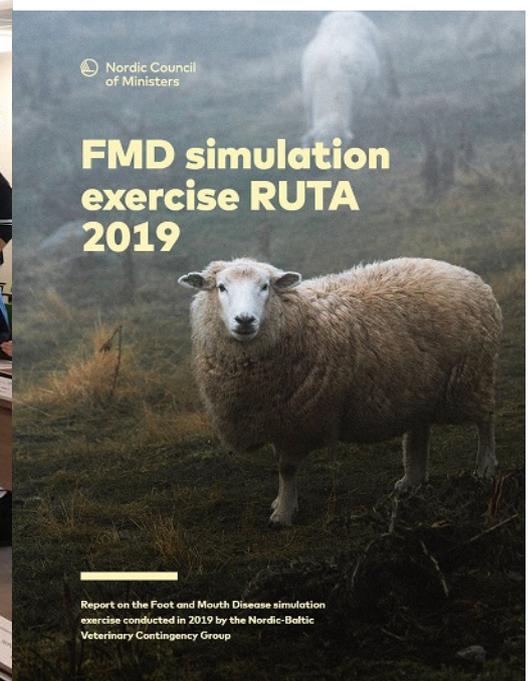
Dans le cadre du NBVCG, des exercices de simulation et des ateliers régionaux permettent la mise en commun de l'expérience des uns et des autres et l'harmonisation des stratégies de planification et d'intervention en cas de crise zoonositaire. Grâce à un protocole d'accord, les pays du Groupe pourraient aussi partager leurs ressources humaines si un incident sanitaire majeur se déclarait. Tout seuls, les pays sont petits, aussi cette coopération est-elle vitale pour faire face à l'urgence.

Perspective élargie

Le changement climatique et les enjeux de sécurité au nord de l'Europe obligent dorénavant à appréhender les épizooties sous un angle élargi qui englobe le partenariat entre le secteur de la santé publique et celui de la santé animale, l'approche « Une seule santé », la mondialisation, l'agro-criminalité et le bioterrorisme. L'évolution de la conjoncture va avoir un impact sur l'anticipation de l'organisation et sur le besoin de coopération et de partage d'expérience et de connaissances entre pays limitrophes.



Exercice de simulation de fièvre aphteuse mené en 2019 par le NBVCG



Pour plus d'informations, rendez-vous sur le [site du NBVCG](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3154>

AUTOUR DU MONDE

▶ INITIATIVES DU RÉSEAU

BSL4Z : le réseau des laboratoires de niveau de biosécurité 4 pour les zoonoses

Un exemple du rôle que peuvent jouer les relations de confiance et la diplomatie scientifique dans la résolution des crises sanitaires planétaires

MOTS-CLÉS

#biosûreté, #laboratoire, #Réseau de laboratoires de niveau de biosécurité 4 pour les zoonoses (réseau BSL4Z), #zoonose.

AUTEURS

P. Silva ⁽¹⁾, B.S. Pickering ⁽¹⁾, M. Neuspiel ⁽¹⁾ & O. Pena ⁽¹⁾

(1) [Agence canadienne d'inspection des aliments \(ACIA\)](#), Ottawa (Canada).

* Contact auteurs : primal.silva@canada.ca

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



Laboratoire de niveau de biosécurité 4 : sous le microscope. © Agence canadienne d'inspection des aliments

Le monde scientifique joue un rôle essentiel en temps de crise, car l'exploitation des

connaissances, de la créativité et de l'innovation scientifiques peut résoudre les problèmes actuels et montrer clairement la marche à suivre pour anticiper les prochaines crises. Cependant, mener ses travaux en vase clos au sein des institutions scientifiques, comme le font souvent les pays, chacun pour soi, peut freiner l'innovation et retarder la réactivité face à l'urgence. La diplomatie scientifique est cruciale pour mettre au point des stratégies d'anticipation et de riposte au plan mondial, et elle est essentielle dans la lutte contre la pandémie actuelle de COVID-19 et contre toutes les épidémies de zoonoses émergentes, au fur et à mesure de leur apparition.

En 2016, le Canada a joué un rôle de premier plan dans le renforcement des moyens de surveillance microbiologique en créant un réseau mondial de laboratoires de sécurité microbiologique de niveau 4 pour les zoonoses, le réseau BSL4Z, dans le but de renforcer cette nécessaire coordination internationale et d'améliorer le partage des connaissances. Ce réseau vise à mieux nous préparer à faire face aux agents pathogènes zoonotiques émergents actuels et futurs ; il poursuit ce but avec détermination, selon l'optique « Une seule santé ».

Les principes et les actions du réseau BSL4Z démontrent l'impact que peut avoir, à l'aube d'une ère de pandémies, un réseau scientifique international solide

La solidité du consortium international du réseau BSL4Z s'est forgée sur la confiance et les bonnes pratiques de partage d'informations scientifiques en toute franchise et transparence. Prêts à relever le défi, des partenaires issus de 17 organismes publics de cinq pays (Allemagne, Australie, Canada, États-Unis d'Amérique et Royaume-Uni) ont rapidement réagi à la menace émergente du COVID-19 et ont créé un groupe stratégique de riposte. Des réunions de crise se sont tenues dès le début du mois de janvier 2020 pour favoriser un partage rapide et efficace des renseignements concernant les réponses apportées en termes d'organisation, les protocoles de laboratoire, ainsi que des activités visant à affiner les méthodes de diagnostic du COVID-19. Des travaux de recherche ont été rapidement lancés afin d'étudier les modèles chez les animaux ainsi que les dynamiques épidémiologiques et pathologiques, et d'importants débats se sont tenus pour améliorer, au plan mondial, la prise de conscience et la compréhension des risques à l'interface homme/animal.

Le réseau BSL4Z a organisé un symposium scientifique international sur le COVID-19 sous la forme d'une mini-série de six séances en mode virtuel au cours desquelles des scientifiques issus du monde universitaire, d'institutions publiques ou de compagnies privées ont présenté la recherche de pointe sur la biologie du SARS-CoV-2, l'épidémiologie du COVID-19, les études menées sur des animaux, le diagnostic, les vaccins et les traitements. Avec environ 2 000 inscrits, ces manifestations ont constitué un forum dynamique englobant tout l'écosystème scientifique du COVID-19 dans un esprit d'ouverture et de transparence afin de faire progresser les moyens de riposte au plan mondial.

Le réseau BSL4Z est l'exemple concret d'un réseau international qui a été capable, en temps de crise, de constituer une plateforme des ressources mondiales afin de mieux comprendre les modèles de transmission du COVID-19 et d'en évaluer les risques, dans le but d'élaborer et d'appliquer des mesures de sensibilisation adaptées à la situation afin d'aider à gérer cette pandémie évolutive.

Pour surmonter une crise zoonotique mondiale, la franchise et la transparence sont de mise et il faut avoir établi des liens de collaboration internationale dignes de confiance. Les activités du réseau BSL4Z ont contribué à constituer un corpus de connaissances dans le combat mené à l'échelle mondiale ; ses principes et ses actions démontrent l'impact que peut avoir, à l'aube d'une ère de pandémies, un réseau scientifique international solide.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le [site internet du réseau BSL4Z](http://www.bsl4z.net)



Biosafety Level 4 Zoonotic Laboratory Network

VISION: BSL4ZNet is a Network of government-mandated organizations with national level responsibility for protecting animal and human health by working together to enhance knowledge, competency and capacity to meet current and future high containment needs.

MISSION: To establish & sustain trusted BSL4 partnerships to strengthen international coordination, improve knowledge sharing and leverage capacity for diagnostics, research & training.

2020

4 Established Working Groups: key achievements & outcomes



TRAINING WORLD-CLASS PERSONNEL

➤ To strengthen high containment laboratory personnel training through identification and creation of training opportunities, building a highly trained, collaborative workforce able to respond to emerging procedures.



SCIENTIFIC EXCELLENCE

➤ To promote scientific collaboration and learning within the Network, enhancing diagnostic capabilities, scientific collaborations & collective advice for decision makers.



INSTITUTIONAL COOPERATION

➤ To promote institutional cooperation and knowledge sharing within the network to allow efficient mechanisms for harmonized exchange of laboratory-based information, such as latest advances in infrastructure and research.



INTERNATIONAL RESPONSE

➤ To strengthen laboratory preparedness and response to potential outbreaks through knowledge sharing activities, leading to a better understanding of the hazards, exposure and vulnerability.

A Networking Opportunity: Recognizing the global need, emerging threats and the timeliness of the opportunity to re-define the current state, decision-makers and subject matter experts from key international organizations came together face to face in Winnipeg, MB (March, 2016) to develop a common vision for the future. A unanimous decision was reached to move forward with a strategic framework for an international Network. Since then, BSL4ZNet has flourished into a productive group that meets virtually through quarterly Steering Committee Meetings and regular Working Group discussions.



- Co-Chairs:
Dr. Primal Silva - Chief Science Operating Officer, Canadian Food Inspection Agency (CFIA) & **Dr. Jeffrey Silverstein** - Office of National Programs Deputy Administrator USDA, Agricultural Research Service
- **Dr. Olga Pena** – Science Specialist (CFIA)
- **Funding:** through the Canadian Food Inspection Agency (CFIA); the Canadian Safety and Security Program, Defence Research Development Canada (DRDC) and the Agricultural Research Service, USDA

PARTNERS

| Australia | Organization | Laboratory |
|-----------|--|---|
| | Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO) | Australian Centre for Disease Preparedness |
| | Canadian Food Inspection Agency | National Centre for Foreign Animal Disease |
| | Public Health Agency of Canada | National Microbiology Laboratory |
| | Department of National Defence | Canadian Safety and Security Program |
| | Global Affairs | Threat Reduction Program |
| | Friedrich Loeffler Institut | Novel and Emerging Infectious Diseases |
| | National Research Institute for Animal Health | Centre for Biological Threats and Special Pathogens/ Biosafety Level 4 Laboratories |
| | Robert Koch Institut | |
| | Biotechnology and Biological Sciences Research Council | The Pirbright Institute |
| | Animal and Plant Health Agency | Weybridge Veterinary Laboratories |
| | Public Health England | Porton Down Laboratory |
| | Ministry of Defence of the United Kingdom | Defence Science and Technology Laboratory |
| | United States Department of Agriculture | Animal and Plant Health Inspection Services Agriculture Research Service National Bio and Agro-Defense Facility |
| | Centers for Disease Control and Prevention | Emerging Infectious Disease Laboratory |
| | Department of Homeland Security | National BioDefense Analysis and Countermeasures Center Science & Technology Directorate |

Integrated global capacity to respond to current and emerging high consequence bio-threats through strengthened partnerships.

Infographie du réseau BSL4Z (en anglais)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3155>

AUTOUR DU MONDE

▶ INITIATIVES DU RÉSEAU

GET Prepared

Une boîte à outils pour mieux se préparer à l'urgence

MOTS-CLÉS

#European Commission for the Control of Foot-and-Mouth Disease (EuFMD), #fièvre aphteuse, #Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), #préparation à l'urgence.

AUTEURS

F. Rosso ⁽¹⁾ & S. Gaynor ^{(1)*}

(1) [The European Commission for the Control of Foot and Mouth Disease \(EuFMD\)](#), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

* Contact auteurs : eufmd@fao.org.

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE ou de la FAO quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE ou la FAO par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



« GET Prepared » est le nom de la « boîte à outils » que développe actuellement la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (EuFMD). Elle regroupera des ressources qui permettront aux responsables de l'organisation des interventions d'urgence d'évaluer et de combler les lacunes existant dans le processus de préparation en matière d'urgence

zoosanitaire. Cette boîte à outils vise également à faciliter les échanges en réseau entre ces responsables.

L'interface utilisateur

L'interface utilisateur se présente sous la forme d'un mur de briques (Fig. 1). Chaque brique représente l'un des éléments de la préparation à l'urgence. Le mur évoque l'idée d'une construction, les briques celle d'un processus continu. Les strates de couleur représentent les fondations et les différentes phases épidémiologiques (alerte - urgence - reconstruction) d'un incident zoosanitaire.

Les outils



Parmi les outils, il y a des ressources déjà développées par l'EuFMD, par exemple le modèle EuFMDis simulant l'apparition de foyers de fièvre aphteuse dans plusieurs pays, un calculateur de l'incidence de la fièvre aphteuse, ainsi que des formations en ligne. D'autres outils seront conçus dans le cadre du plan de travail de l'EuFMD, en collaboration avec la Commission européenne et les pays membres de l'EuFMD. Les pays membres sont invités à partager les bonnes pratiques et les ressources identifiées par la Commission européenne (SANTE.DDG2.F.2) lors des audits pratiqués dans chacun d'eux. Si les outils existants portent surtout sur la fièvre aphteuse, les nouveaux outils seront plus généralistes et applicables à d'autres maladies animales transfrontalières similaires. Même si certains outils répondent précisément à la législation de l'Union européenne, nombre d'entre eux seront utilisables par des pays non membres de l'EuFMD.

Outils d'évaluation

La boîte à outils contiendra aussi des outils d'évaluation qui permettront de mieux identifier les lacunes à combler dans le processus de préparation de l'urgence zoosanitaire, par exemple des grilles et des barèmes de notation, des outils en ligne (calculateurs, questionnaires) et des listes de vérification.

Délai et priorités

Les différentes composantes de cette boîte à outils seront développées par ordre de priorité, en fonction des besoins des pays membres de l'EuFMD. La boîte à outils devrait être entièrement disponible en ligne d'ici à octobre 2021. Des ressources lui seront adjointes progressivement, et des initiatives seront lancées pour

promouvoir son utilisation.

Accès à la boîte à outils

Les ressources de cette boîte à outils seront accessibles à tous les pays membres de l'EuFMD et à d'autres pays, dans le respect des droits à la propriété intellectuelle et en tenant compte de l'assistance nécessaire pour l'utilisation des différents outils.

| RECONSTRUCTION | RECOURVEMENT / RECONSTRUCTION | STRATEGIE DE SORTIE DE LA VACCINATION | RECOURVEMENT DU STATUT INDEMNÉ | RESILIENCE | | | |
|----------------|---|---|---|---|---------------------------------------|-----------------------|--|
| URGENCE | COORDINATION, COOPERATION, COMMUNICATIONS | PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE | COORDINATION AVEC LES PARTENAIRES OPERATIONNELS | COOPERATION AVEC D'AUTRES PARTIES PRENANTES | COMMUNICATION | | |
| | FONCTIONS DE SUPPORT | | LEGAL | FINANCIER | APPROVISIONNEMENT | SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE | |
| | GESTION DES CRISES SANITAIRES | GESTION NATIONALE DES CRISES SANITAIRES | UNITE CENTRALE DE DECISION | CENTRE NATIONAL DE CONTROLE DES MALADIES | CENTRE LOCAL DE CONTROLE DES MALADIES | GROUPES D'EXPERTS | |
| | RESSOURCES | | PERSONNEL | EQUIPEMENT | INSTALLATIONS | LOGISTIQUE | CALCULATEURS DE RESSOURCES ET D'IMPACT |
| | MESURES SUPPLEMENTAIRES | | VACCINATION | ABATTAGE PREVENTIF | ABATTAGE DE BIEN-ETRE | | |
| | ZONES | | ZONES DE CONTROLE | CONTROLE DES MOUVEMENTS | SURVEILLANCE DE ZONE | CONTROLES DE LA FAUNE | |
| | LOCAUX INFECTES | EVALUATION | ABATTAGE | DESTRUCTION | NETTOYAGE ET DESINFECTION | REAPPROVISIONNEMENT | |
| ALERTE | ENQUETE DES CAS SUSPECTS | BIOSECURITE INDIVIDUELLE | EXAMEN CLINIQUE | ECHANTILLONNAGE | ENQUETE EPIDEMIOLOGIQUE AMONT-AVAL | | |
| | DETECTION PRECOCE | EVALUATION DES RISQUES | SURVEILLANCE | SENSIBILISATION | BIOSECURITE A LA FERME | | |
| FONDATIONS | FONDATIONS | FORMATION | EXERCICES DE SIMULATION | MODELES | SYSTEMES DE GESTION DE L'INFORMATION | | |
| | FONDATIONS | STRUCTURE DU PLAN D'URGENCE | STRUCTURE DU MANUEL DES OPERATIONS | FORMAT POUR PROCEDURES OPERATIONNELLES STANDARD | AUTO-EVALUATION | PREVENTION | |
| | FONDATIONS | IDENTIFICATION, ENREGISTREMENT ET TRAÇABILITE | ANALYSE DE LA CHAINE DE VALEUR | ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES | LABORATOIRE | | |



Fig. 1. Les étapes de la préparation. Préparation en temps de paix aux différentes étapes de la gestion des maladies animales

Pour plus d'informations, rendez-vous sur [GET Prepared](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3156>

AUTOUR DU MONDE

▶ INITIATIVES DU RÉSEAU

Un réseau régional pour les maladies des dromadaires : le réseau CAMENET

MOTS-CLÉS

#Camel Middle East Network (CAMENET), #camélidé, #centre de référence, #encéphalopathie spongiforme transmissible, #gestion de l'urgence, #Moyen-Orient.

AUTEURS

S. Al Muhairi, Veterinary Laboratories Division, [Abu Dhabi Agriculture and Food Safety Authority \(ADAFSA\)](#) (Émirats Arabes Unis).

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.

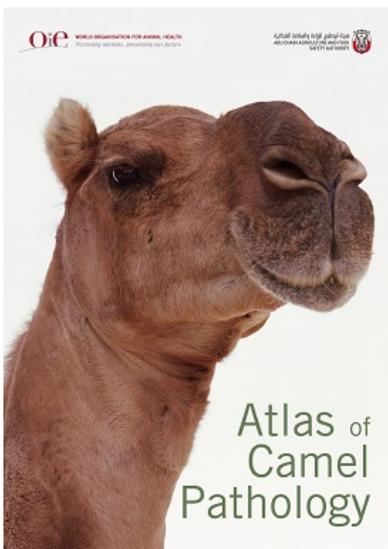


Des Omanis marchent et dansent après une course de dromadaires traditionnelle.
©Katiekk2/Getty Images

Le réseau CAMENET a été mis en place suite à une série de discussions au niveau régional (Moyen-Orient) et international sur l'importance de la collaboration pour améliorer nos connaissances sur les maladies des dromadaires. En se concentrant sur la lutte contre les maladies touchant cette espèce, le réseau CAMENET aide ses pays membres à développer la filière.

Le réseau CAMENET permet de mettre en commun l'expérience et des connaissances visant à améliorer les capacités scientifiques et technologiques en matière d'épidémiologie et de diagnostic des maladies des dromadaires dans la sous-région. Le réseau joue aussi un rôle de coordination, facilite la collaboration scientifique entre les membres du CAMENET et les centres de référence sur des sujets spécifiques, et diffuse les connaissances.

Le développement de réseaux scientifiques facilite la communication et le travail en commun, deux composantes essentielles de la gestion des urgences



La communication en réseau est l'un des éléments les plus décisifs de la gestion des urgences ; elle joue un vrai rôle en renforçant la capacité de riposte et le partage des connaissances. Le coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV) – qui a sévi dans la sous-région – et la pandémie actuelle de COVID-19 démontrent clairement l'importance d'harmoniser les travaux, les études et les recherches scientifiques pour mieux répondre à l'urgence et réduire l'impact des maladies.

Si le réseau CAMENET est particulièrement axé sur les maladies des dromadaires, il joue un rôle tout aussi important dans la coordination et l'harmonisation des efforts de recherche, l'évaluation des risques et le partage des connaissances pour l'anticipation et la réponse à l'urgence. Par exemple, lorsque les premiers cas de maladie à prion chez le dromadaire ont été signalés en Afrique du Nord, le réseau CAMENET a lancé une initiative visant à apporter des réponses aux principales problématiques qui se présentaient, par exemple la définition de ce qui constitue un cas, le suivi épidémiologique, la biosécurité, le renforcement des moyens de contrôle, la notification précoce et la riposte, les facteurs de risque ou encore la collecte de renseignements sur la maladie [1]. Le but de cette initiative était de faire paraître un document de travail qui détaille clairement les procédures à suivre lorsque des cas apparaissent, afin d'aider les pays membres à élaborer leurs propres plans d'intervention. À cet effet, le réseau CAMENET a été à l'initiative d'une collaboration avec l'[Institut italien de la santé](#) et l'[Istituto Zooprofilattico Sperimentale del Piemonte, Liguria e Valle d'Aosta](#) (Laboratoire de référence de l'OIE) pour préparer le [document de travail sur la maladie à prion des camélidés](#). En résumé, cette collaboration démontre clairement que le développement de réseaux scientifiques facilite la communication et le travail en commun, deux composantes

essentielles de la gestion des urgences.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le [site internet du réseau CAMENET](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3157>

RÉFÉRENCES

1. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2019). - [Report of the 15th Conference of the OIE Regional Commission for the Middle East, Abu Dhabi, United Arab Emirates, 10-14 November 2019.](#)

AUTOUR DU MONDE

► HISTOIRES DE SUCCÈS

Des partenariats stratégiques pour se préparer aux situations d'urgence

MOTS-CLÉS

#Namibie, #partenariat public/privé, #préparation à l'urgence, #Services vétérinaires.

AUTEURS

A. Shilongo ⁽¹⁾ & A. Boshoff ^{(2)*}

(1) Déléguée de la Namibie auprès de l'OIE, Chief Veterinary Officer, [Directorate of Veterinary Services](#), Ministry of Agriculture, Water and Land Reform, Windhoek (Namibie).

(2) Manager of Meat Standards, [Meat Board of Namibia](#), Windhoek (Namibie).

* Contact auteurs : meatstandards@nammic.com.na

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© OIE/Alphonse Coulibaly

*La Namibie est un pays aride du sud-ouest de l'Afrique. C'est une région riche en faune sauvage, peuplée, entre autres, de buffles d'Afrique (*Syncerus caffer*), une espèce connue pour transmettre la fièvre aphteuse. Un grand nombre de Namubiens vivent de l'élevage. Dans ce*

pays qui compte 2,4 millions d'habitants et 90 % de terres agricoles propices à l'élevage, le secteur du bétail et des viandes s'est peu à peu orienté vers l'exportation. Le rôle majeur joué par la Direction des Services vétérinaires dans la protection de la santé animale et des échanges internationaux est reconnu depuis longtemps, d'où un partenariat stratégique entre le secteur de l'élevage et la Direction des Services vétérinaires.

Antécédents

L'Office des viandes de Namibie (*Meat Board of Namibia*, MBN) a été créé en 1981 par le secteur de l'élevage, avec pour mission de défendre les intérêts du secteur en Namibie et à l'extérieur. Le MBN est entièrement financé par des prélèvements payés par les éleveurs qui vendent du bétail et des produits de l'élevage. Des représentants du secteur de l'élevage et du secteur des viandes font partie du MBN.

En 1994, le MBN a mis en place un fonds d'urgence zoosanitaire visant exclusivement à disposer de ressources rapidement mobilisables en cas d'incident zoosanitaire susceptible de fragiliser les marchés namubiens, bien établis, d'exportation de bétail et de viandes. Ce partenariat était motivé par la nécessité pour le partenaire privé d'accéder aux marchés.

Le partenariat

En 2015, un foyer de fièvre aphteuse apparu en Namibie dans la zone de protection (Fig. 1) a requis une action rapide du partenariat public-privé afin d'éviter que l'infection ne se propage à la partie du pays reconnue indemne de fièvre aphteuse par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) [1] et d'éviter une quelconque suspension de marchés d'exportation.

Le tableau ci-dessous présente le rôle de chacune des parties durant cet épisode.

Partenaire public (Direction des Services vétérinaires)

Compétences techniques et activation du plan d'intervention pour la fièvre aphteuse

La Direction des Services vétérinaires a mobilisé des ressources financières (180 millions NAD approuvés par le Conseil des ministres) et instauré des mesures pour endiguer le foyer d'infection, entre autres un suivi plus poussé de la maladie, une campagne de vaccination et de marquage de masse, et l'organisation de barrages routiers pour restreindre les déplacements et pour désinfecter les véhicules.

Ressources humaines et recrutement de personnel temporaire

Au total, 826 personnes ont été recrutées à titre provisoire et formées afin de renforcer le personnel vétérinaire pour la désinfection des véhicules lors des barrages routiers et pour la campagne de vaccination.

Partenaire privé (MBN)

Forum de consultation pour faire le point sur la situation zoosanitaire, identifier les besoins, coordonner et mobiliser l'aide

Des interventions telles que la fourniture d'équipements, l'élaboration de campagnes de sensibilisation, la désignation de consultants-experts, le recrutement de vétérinaires pour les enquêtes post-vaccination, les repas distribués au personnel temporaire, ainsi que la préservation du cordon sanitaire vétérinaire font partie des actions menées grâce au forum.

Levée rapide de fonds à hauteur de 7 millions NAD

Mesures d'urgence
Voir précédemment.

Soutien en termes de ressources humaines

Le résultat

Ce partenariat a créé des conditions avantageuses pour les deux parties. Le partenaire public a bénéficié de fonds immédiatement disponibles, ainsi que de l'accord et de l'appui des producteurs pour circonscrire le foyer, avec pour résultat la mise en œuvre rapide de mesures d'urgence qui ont permis de circonscrire le foyer. Grâce à cette action rapide qui a permis de circonscrire le foyer, le statut « indemne de fièvre aphteuse » a pu être conservé et, de ce fait, le partenaire privé a pu bénéficier du maintien de l'accès aux marchés d'exportation du bétail et de la viande.

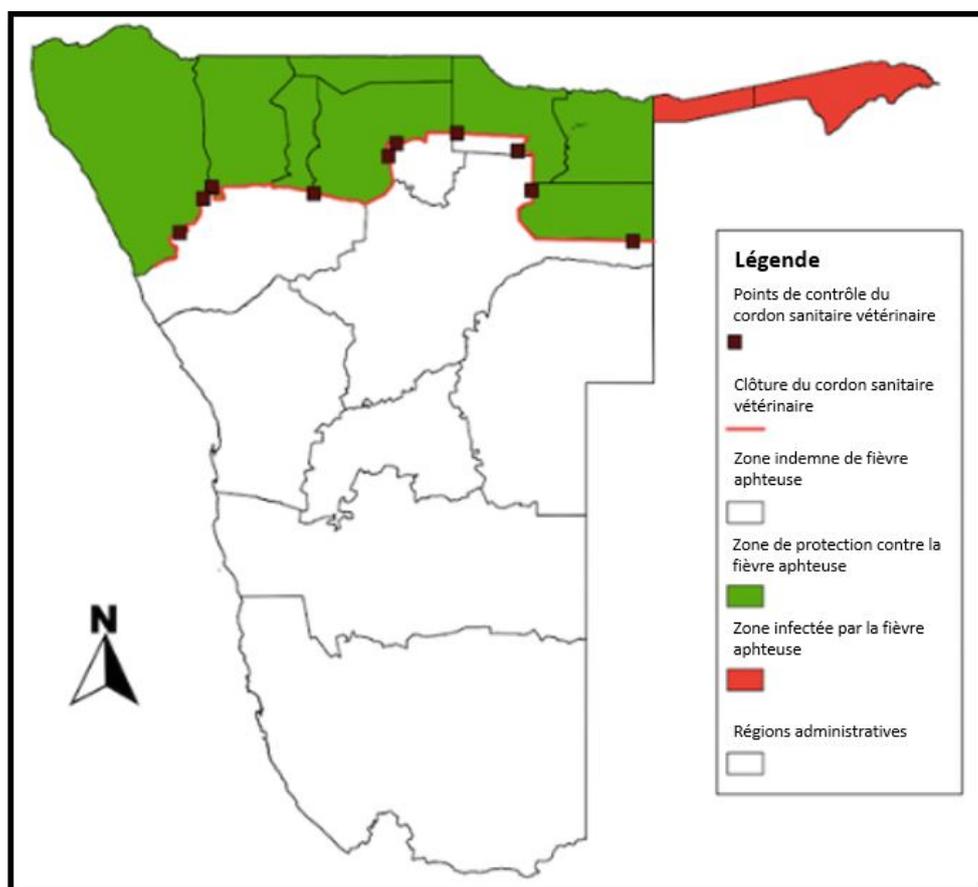


Fig. 1. Zones de contrôle de la fièvre aphteuse en Namibie. © Direction des Services vétérinaires de Namibie



Fig. 2. Barrage routier à la frontière entre la Namibie et l'Angola. © Anja Boshoff



Fig. 3. Vaccination en anneau contre la fièvre aphteuse. © Anja Boshoff



Fig. 4. Tenue des registres de vaccination. © Anja Boshoff

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3158>

RÉFÉRENCES

1. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2020). - Statuts officiels des maladies. Fièvre aphteuse.

AUTOUR DU MONDE

▶ HISTOIRES DE SUCCÈS

Exercices de simulation : un outil appréciable en matière de préparation aux risques biologiques

Temps forts des exercices CELULEX au Portugal

MOTS-CLÉS

#armée, #exercice de simulation, #Portugal, #préparation à l'urgence, #réduction des menaces biologiques, #Une seule santé.

AUTEURS

J. Gouveia-Carvalho ^{(1)*}, W. Antunes ⁽¹⁾, I. Gomes ⁽¹⁾, J. Pita ⁽¹⁾ & M. Marrana ⁽²⁾

(1) Unidade Militar Laboratorial de Defesa Biológica e Química, [Exército Português](#) (Portugal).

(2) Service de la préparation et de la résilience, [Organisation mondiale de la santé animale \(OIE\)](#).

* Contact auteurs : carvalho.jmcfg@exercito.pt

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© Júlio Gouveia-Carvalho

Au Portugal, la préparation aux risques biologiques comprend des formations de terrain qui s'inscrivent dans un ensemble d'exercices de simulation appliqués aux domaines chimique,

biologique, radiologique et nucléaire (CBRN), regroupés sous le nom de CELULEX. Il s'agit d'exercices d'aide aux populations civiles, organisés et menés par l'armée portugaise selon une périodicité annuelle. Dans une optique multisectorielle, diverses institutions sont impliquées dans ces exercices dont les scénarios reposent sur deux principes essentiels : l'approche « tous aléas » et la perspective « Une seule santé ».

Utilité des exercices de simulation en matière de préparation aux risques biologiques

Pratiqués régulièrement, les exercices de simulation sont essentiels pour s'assurer d'être en permanence – au niveau national comme au niveau international – en mesure de maîtriser les conséquences d'une maladie apparue naturellement ou introduite intentionnellement, de restaurer la confiance et d'opérer un retour rapide à la normale, avec un minimum de pertes en vies et de perturbations de la vie quotidienne et du bien-être économique d'un pays. En effet, ces exercices permettent aux pays de valider les plans d'action et les systèmes dans les moindres détails, d'expérimenter la coordination entre institutions nationales et internationales, de former des acteurs de première ligne et de mettre en lumière les points faibles [1].



© Júlio Gouveia-Carvalho

Afin de s'assurer du réalisme des scénarios et de renforcer la coordination multisectorielle, les acteurs-clés de la préparation et de la réponse aux risques biologiques, tout particulièrement à l'interface santé/sécurité publique et à l'interface homme/animaux, sont invités à participer aux exercices CELULEX annuels.

Parmi les institutions nationales portugaises engagées dans ces exercices figurent : la Direction générale de la santé, la Direction générale des affaires alimentaires et vétérinaires, l'Institut national de la santé, l'Institut national de recherche agricole et vétérinaire, l'Autorité nationale des services d'urgence et de protection civile, la Marine nationale, l'Armée de l'air, la Garde républicaine, la Police d'État, le régiment de Sapeurs-pompiers de Lisbonne, l'Institut technique supérieur de l'Université de Lisbonne, l'Agence portugaise de l'environnement, l'Institut national des urgences médicales, l'Institut national de médecine légale et de police scientifique, la Police judiciaire, le Ministère public et les hôpitaux du Service national de santé [1, 2, 3, 4].

La vulgarisation et le dialogue avec la communauté internationale sont une composante importante des exercices CELULEX

Des experts internationaux des institutions ci-après ont été invités à prendre part aux exercices et y ont participé en tant que public de la formation et en tant qu'observateurs : Organisation mondiale de la santé animale (OIE), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Bureau des affaires du désarmement des Nations Unies (UNODA), Instituto de Defesa Química, Biológica, Radiológica e Nuclear (Brésil), Institut für Mikrobiologie der Bundeswehr (Allemagne), Instituto Gulbenkian de Ciência (Portugal), King's College London (Royaume-Uni), Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (Brésil), Regimiento de Defensa NBQ (Espagne), Robert Koch-Institut (Allemagne), Scuola Interforze per la Difesa NBC (Italie), Statens Serum Institut (Danemark) et Centre d'excellence interarmées pour la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire de l'OTAN. Dans le cadre de leur visite, les observateurs internationaux ont également pu faire le tour des laboratoires BSL3 de l'Institut national de la santé, de l'Institut national de recherche agricole et vétérinaire et du Laboratoire de biodéfense de l'armée portugaise [1, 2].

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3159>

RÉFÉRENCES

1. Nations Unies (2017). - Biopreparedness field training exercises: national and international capacity-building. Submitted by Portugal. [Document BWC/MSP/2017/WP.11](#). In Meeting of the States Parties to the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction.
2. Nations Unies (2019). - Investigating alleged use of biological agents against agriculture, livestock and the natural environment: A practical approach. Submitted by Portugal. [Document BWC/MSP/2019/WP.4](#). In Meeting of the States Parties to the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction.
3. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2016). - [Exercice de simulation : Fièvre aphteuse au Portugal](#).
4. Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (2019). - [Exercice de simulation : Incidents chimiques, biologiques et radiologiques au Portugal](#).

AUTOUR DU MONDE

▶ INITIATIVES DU RÉSEAU

EmVetNet : le réseau des Centres collaborateurs de l'OIE pour les urgences vétérinaires

MOTS-CLÉS

#Centre collaborateur de l'OIE, #Centro Nacional de Sanidad Agropecuaria (CENSA), #gestion de l'urgence, #Institute for Infectious Animal Diseases (IIAD), #Istituto Zooprofilattico Sperimentale dell'Abruzzo e del Molise 'Giuseppe Caporale' (IZSAM), #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #réduction des menaces microbiologiques.

AUTEURS

P. Dalla Villa ^{(1)*}, H. Simmons ⁽²⁾ & P. Alfonso ⁽³⁾

(1) Istituto Zooprofilattico Sperimentale dell'Abruzzo e del Molise 'Giuseppe Caporale' (IZSAM), Teramo (Italie) ; Centre collaborateur de l'OIE pour le bien-être animal.

(2) Institute for Infectious Animal Diseases (IIAD), College Station, Texas (États-Unis d'Amérique) ; Centre collaborateur de l'OIE pour la réduction des menaces microbiologiques.

(3) Centro Nacional de Sanidad Agropecuaria (CENSA), San José de las Lajas, Provincia Mayabeque (Cuba) ; Centre collaborateur de l'OIE pour la réduction du risque de catastrophes en santé animale.

* Contact auteurs : emvetnet@izs.it.

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



Réseau des Centres collaborateurs de l'OIE
pour les urgences vétérinaires

Toutes les catastrophes, y compris les catastrophes d'origine naturelle, peuvent entraîner des pertes en vies humaines et en vies animales. Elles peuvent avoir des effets directs et indirects néfastes sur la santé publique et mettre en péril des pans entiers du secteur agro-alimentaire. Les Services vétérinaires ont un rôle prépondérant à jouer en éclairant les différentes autorités sur les questions de bien-être et de santé des animaux et de santé publique vétérinaire dans les situations de catastrophe ; ils doivent apporter les réponses nécessaires et appropriées pour garantir que les mesures qui régissent le soutien aux animaux réunissent toutes les composantes de la gestion des catastrophes en une réponse cohérente, grâce à une approche pluridisciplinaire.

EmVetNet, le réseau des Centres collaborateurs de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour les urgences vétérinaires, a été créé en 2018 pour mieux répondre aux problèmes récurrents posés par un nombre croissant de catastrophes d'ampleur variable. Ce réseau est composé de trois centres : l'[Istituto Zooprofilattico Sperimentale dell'Abruzzo e del Molise « G. Caporale » \(IZSAM\)](#), en Italie, qui se concentre sur la formation vétérinaire, l'épidémiologie, la sécurité alimentaire et le bien-être animal ; le [Centro Nacional de Sanidad Agropecuaria \(CENSA\)](#), à Cuba, qui se concentre sur la réduction des risques zoonosaires lors de catastrophes, et l'[Institute for Infectious Animal Diseases \(IIAD\)](#) de l'Université A&M du Texas, aux États-Unis, qui se concentre sur la réduction des menaces microbiologiques.



À eux trois, les membres du réseau EmVetNet totalisent plusieurs décennies d'expérience en matière de gestion des menaces biologiques, de réponse aux catastrophes d'origine naturelle ou anthropique, et d'aide apportée aux Membres de l'OIE pour promouvoir, auprès des Services vétérinaires et des partenaires, une culture de prévention et d'anticipation du risque. Ce réseau a pour mission de s'assurer que la santé et le bien-être des animaux sauvages, d'élevage et de compagnie soient préservés dans les situations d'urgence, et que la santé publique vétérinaire bénéficie du soutien nécessaire [1].

Les objectifs du réseau mondial EmVetNet sont les suivants :

- fournir un avis technique et une aide pour la formation, les exercices et l'évaluation tout au long du cycle de gestion de l'urgence, quelque soit le type de risques, et faciliter les approches pluridisciplinaires de gestion des urgences

- partager les connaissances sur les bonnes pratiques (y compris les modèles et les études de cas, par exemple modèle juridique, plans d'intervention/d'urgence, communication)
- formuler des recommandations sur les besoins en matière de recherche pour appuyer la gestion des urgences vétérinaires
- identifier et coordonner les parties prenantes (Membres de l'OIE, organisations non gouvernementales, autorités de santé publique, secteur privé) et chercher à élargir et à diversifier le réseau
- soutenir les activités opérationnelles, par exemple celles de l'OIE, de la [Tripartite \(FAO/OIE/OMS\)](#), du [réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie \(GOARN\)](#) et du [Centre de gestion des urgences de santé animale \(EMC-AH\)](#).

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le [site internet du réseau EmvetNet](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3160>

RÉFÉRENCES

1. De Briyne N., Dalla Villa P., Ellis D., Golab G., Gruszynski K., Hammond-Seaman A., Moody S., Noga Z., Pawloski E., Ramos M., Simmons H., Tichel J. & Vroegindewey G. (2020). - Overcoming the impact of COVID-19 on animal welfare: COVID-19 Thematic Platform on Animal Welfare. *Bulletin de l'OIE/OIE News*, octobre 2020. <https://doi.org/10.20506/bull.2020.NF.3137>.

AUTOUR DU MONDE

▶ HISTOIRES DE SUCCÈS

L'Accord de réponse à l'urgence zoonositaire (EADRA) de l'Australie

MOTS-CLÉS

#anticipation, #Australie, #formation, #maladie animale, #préparation à l'urgence.

AUTEURS

S. Kolek ^{(1)*} & S. Allan ⁽²⁾

(1) [Department of Agriculture, Water and the Environment](#), Canberra (Australie).

(2) [Animal Health Australia](#), Canberra (Australie).

* Contact auteurs : Sharon.Kolek@awe.gov.au.

Les désignations et dénominations utilisées et la présentation des données figurant dans cet article ne reflètent aucune prise de position de l'OIE quant au statut légal de quelque pays, territoire, ville ou zone que ce soit, à leurs autorités, aux délimitations de leur territoire ou au tracé de leurs frontières.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article. La mention de sociétés spécifiques ou de produits enregistrés par un fabricant, qu'ils soient ou non protégés par une marque, ne signifie pas que ceux-ci sont recommandés ou soutenus par l'OIE par rapport à d'autres similaires qui ne seraient pas mentionnés.



© P-F Hayet

L'Accord de réponse à l'urgence zoonositaire (Emergency Animal Disease Response Agreement – EADRA) de l'Australie est un accord unique, juridiquement contraignant, ratifié en 2002 entre les gouvernements des États et territoires australiens et des groupements d'éleveurs. Il prévoit le partage des responsabilités, y compris en termes de financement, pour les mesures de

préparation et d'action en cas d'urgence zoonositaire.

L'EADRA vise en premier lieu à réduire le risque d'incursion de maladies grâce à des protocoles de sécurité microbiologique, et à agir de manière efficace et efficiente lorsqu'une maladie fait son apparition, y compris en l'éradiquant, afin que les secteurs touchés puissent reprendre leur activité et leurs échanges commerciaux dans les plus brefs délais.

Le principal avantage de cet accord est de se donner les moyens d'intervenir rapidement et efficacement en cas d'urgence zoonositaire, en ayant un minimum d'incertitudes sur la façon dont ces interventions seront menées et financées. En effet, les maladies et le type d'interventions éligibles au partage des coûts sont prévus par l'accord et ont été acceptés et visés par toutes les parties.

En plus des modalités de financement des interventions, l'accord prévoit des garanties d'action et une responsabilité collective pour :

- une meilleure sécurité microbiologique, afin de prévenir l'incursion d'affections microbiennes
- de bonnes conditions de préparation pour faire face à de telles incursions
- des décisions adaptées, pour gérer efficacement ces incursions
- la formation du personnel qui sera amené à intervenir en cas d'incursion.

L'accord EADRA fait partie d'une série de dispositions qui renforcent l'aptitude de l'Australie à anticiper les mesures en cas d'incursion de maladies animales, comme le plan d'urgence vétérinaire australien (AUSVETPLAN) ou les programmes de formation et les exercices de simulation qui visent à s'assurer que le personnel chargé d'agir en cas d'urgence zoonositaire, dans l'administration gouvernementale comme dans la filière concernée, dispose d'un niveau suffisant de connaissances et de formation [1].

Pour chaque maladie répertoriée dans l'accord EADRA il existe une approche particulière, approuvée par les parties, qui s'intègre dans une stratégie de riposte AUSVETPLAN. AUSVETPLAN met à disposition une série de manuels qui présentent la politique et les recommandations approuvées au plan national, à l'intention des organismes et organisations impliqués dans la lutte contre les urgences zoonositaires. AUSVETPLAN propose aussi de nombreuses autres ressources, comme des manuels opérationnels, des vademecums d'entreprise, des guides pratiques, des conseils et des ressources documentaires.

L'Australie a eu plusieurs fois recours à l'accord EADRA depuis sa ratification, parallèlement au plan AUSVETPLAN, et il est apparu comme un outil essentiel et fiable pour soutenir les efforts collaboratifs de préparation et de réponse face aux urgences zoonositaires. Il fait l'objet d'une révision périodique qui permet de l'enrichir de l'expérience acquise et des leçons tirées de sa mise en œuvre. Les manuels AUSVETPLAN sont eux aussi révisés régulièrement.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur [le site d'Animal Health Australia \(AHA\) \(en anglais\)](#)

<http://dx.doi.org/10.20506/bull.2020.2.3161>

RÉFÉRENCES

1. Animal Health Australia (2020). - [Emergency Animal Disease](#).

AUTOUR DU MONDE

▶ ÉVÉNEMENTS THÉMATIQUES

Notification des exercices de simulation d'urgence zoosanitaire

MOTS-CLÉS

#exercice de simulation, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence.



© Júlio Gouveia-Carvalho

L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) invite ses Membres à signaler les exercices de simulation d'urgence zoosanitaire que leurs Services vétérinaires prévoient d'organiser au niveau national, régional ou mondial. Ces informations sont publiées sur le site internet de l'OIE et sont diffusées aux Délégués des Membres et aux abonnés à la liste de diffusion OIE-Info.



LIGNES DIRECTRICES POUR LES EXERCICES DE SIMULATION

Un ensemble cohérent de bonnes pratiques développé à l'intention des Services vétérinaires pour préparer, réaliser et tirer les leçons des exercices de simulation ciblant la santé animale, le bien-être des animaux et la santé publique vétérinaire.

oie ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
Protéger les animaux, préserver notre avenir

**ABONNEZ-VOUS À LA LISTE DE DIFFUSION OIE-INFO
POUR ÊTRE TENU INFORMÉ·E DES EXERCICES DE
SIMULATION ET DES ALERTES ZOOSANITAIRES.**

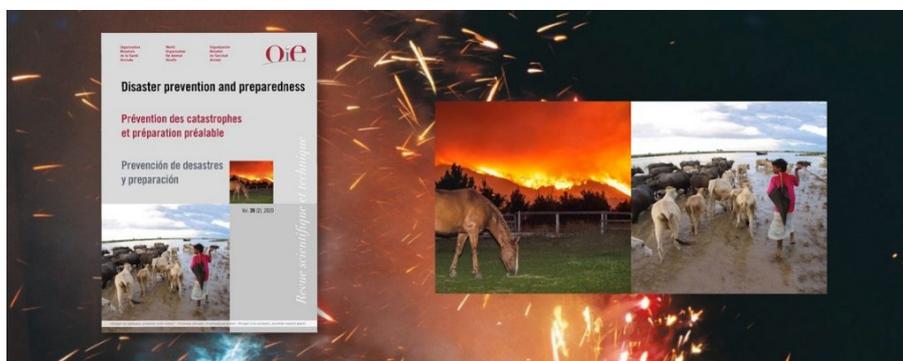
RESSOURCES

► PUBLICATIONS DE L'OIE

Prévention des catastrophes et préparation préalable

MOTS-CLÉS

#catastrophe biologique, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #prévention, #publication de l'OIE, #Revue scientifique et technique.



© John Ashley | © Kelley Lynch

Revue scientifique et technique, Vol. 39 (2)

Coordinateur : G.A. Vroegindewey

Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Août 2020

En anglais avec résumés en français

321 pages

ISBN : 978-92-95115-57-6

DOI : 10.20506/rst.issue.39.2.3084

Ce numéro de la *Revue scientifique et technique* détaille les stratégies de renforcement des capacités durables qui permettront d'élaborer des plans d'urgence et des dispositifs nationaux de riposte faisant appel aux technologies du futur, afin d'améliorer la résilience aux catastrophes, de promouvoir le bien-être animal et de protéger les intervenants. Des études de cas consacrées à des catastrophes passées décrivent leur impact sur les populations animales ainsi que la réponse apportée par les Services vétérinaires. Il en ressort un certain nombre d'enseignements qui permettront d'améliorer les capacités futures de planification et de riposte du secteur de la santé animale.

[Commander l'ouvrage imprimé]

Index :

- **Préface** - Disaster prevention and preparedness
- **Introduction** - Disaster prevention and preparedness
- [Best practices for after-action review: turning lessons observed into lessons learned for preparedness policy](#)
- [Best practices in veterinary personal protective equipment](#)
- [Case study: the animal health sector's response to Hurricane Irma in Cuba](#)
- [Climate change and other risk drivers of animal health and zoonotic disease emergencies: the need for a multidisciplinary and multisectoral approach to disaster risk management](#)
- [Detecting national human enteric disease outbreaks linked to animal contact in the United States of America](#)
- [Emergency management at the health and security interface](#)
- [Emergency operations centres: models and core principles](#)
- [Emergency preparedness and response to African swine fever in the People's Republic of China](#)
- [Genomics and climate change](#)
- [Good emergency management practices: a review of the core principles, with a focus on preparedness](#)
- [Inclusion of Veterinary Services in national emergency management plans](#)
- [Innovating at the human-technology interface in disasters and disease outbreaks](#)
- [Integrating animal welfare into disaster management using an 'all-hazards' approach](#)
- [Legislative framework for national contingency planning and response](#)
- [Managing complex emergencies](#)
- [Preparing for animal health emergencies: considerations for economic evaluation](#)
- [Prevention and preparedness: biosecurity, early warning and contingency planning](#)
- [Provincial Veterinary Services respond to drought in South Africa](#)
- [Securing access to personnel and materials in transboundary animal disease responses](#)
- [Technological disasters and Veterinary Services](#)
- [The gulf between emergency plans and the resources needed: a global review](#)
- [The role of Veterinary Services in areas of conflict](#)
- [The role of laboratories in animal-related disasters and emergencies](#)
- [The role of military forces in emergency management \(civil-military interaction\)](#)
- [The role of vaccine banks in resilience, response and recovery in respect of animal diseases](#)
- [Veterinary Services: health, safety and wellness for veterinary professionals in disaster preparedness and response](#)
- **Conclusions** - Disaster prevention and preparedness: observations from the coronavirus pandemic

RESSOURCES

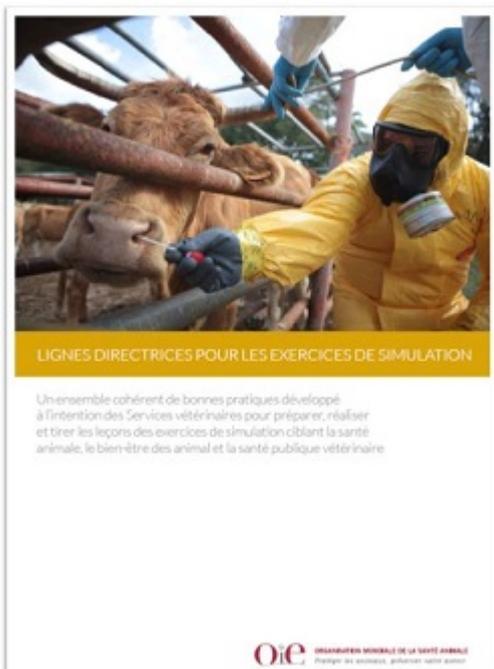
► PUBLICATIONS DE L'OIE

Lignes directrices pour les exercices de simulation

Un ensemble cohérent de bonnes pratiques développé à l'intention des Services vétérinaires pour préparer, réaliser et tirer les leçons des exercices de simulation ciblant la santé animale, le bien-être animal et la santé publique vétérinaire

MOTS-CLÉS

#exercice de simulation, #lignes directrices, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #publication de l'OIE, #Services vétérinaires.



Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
2020

ISBN : 978-92-95115-13-2
27 pages

L'OIE a élaboré ces lignes directrices pour les exercices de simulation en vue de renforcer les capacités des Services vétérinaires de ses Membres et mieux les préparer contre tous les dangers affectant la santé et le bien-

être animal ou la santé publique vétérinaire.

Ces lignes directrices ont été conçues de manière à pouvoir être adaptées à tout niveau de moyens et de ressources, et également être utilisées par des pays possédant des statuts différents au regard de leur situation zoosanitaire.

Bien que ces lignes directrices s'adressent principalement aux Services vétérinaires, elles peuvent être utilisées par toute partie prenante active dans les secteurs couvrant les animaux domestiques, la faune sauvage et les animaux d'élevage. Le milieu universitaire, les forces de l'ordre, les services d'urgence, les organisations non gouvernementales et d'autres organismes internationaux impliqués dans ces questions peuvent y recourir. De surcroît, elles peuvent s'appliquer au niveau de l'exploitation comme au niveau infra-national, national ou international.

[[Télécharger les lignes directrices de l'OIE pour les exercices de simulation](#)]

Ces lignes directrices viennent compléter d'autres lignes directrices internationales, notamment :

- [Manuel OMS d'exercices de simulation](#)
- [Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030](#)
- [Méthode de bonne gestion des urgences : les fondamentaux.](#)

RESSOURCES

► PUBLICATIONS DE L'OIE

Lignes directrices sur la gestion des catastrophes et la réduction des risques pour la santé et le bien-être des animaux et pour la santé publique vétérinaire

Lignes directrices destinées aux Services vétérinaires nationaux

MOTS-CLÉS

#bien-être animal, #catastrophe biologique, #gestion des situations d'urgence, #lignes directrices, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #publication de l'OIE, #réduction des menaces biologiques, #santé animale, #santé publique, #Une seule santé.



Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Mai 2016

8 pages

Les *Lignes directrices sur la gestion des catastrophes et la réduction des risques* de l'OIE se fondent sur une approche multi-aléas pour répondre aux catastrophes, qu'elles soient naturelles, dues aux activités humaines ou d'origine technologique. Elles suggèrent l'intervention de toute une série d'acteurs des secteurs public et privé, en

adaptant les actions aux besoins locaux et régionaux.

Le texte préconise d'intégrer les mesures de gestion des catastrophes et de réduction des risques relevant des Services vétérinaires nationaux dans des réseaux et des politiques plus larges de résilience et de prise en charge de ces événements, réseaux et politiques qui visent à promouvoir la santé et le bien-être des animaux, à préserver la santé de l'homme et de l'environnement et à aider les Membres de l'OIE à restaurer et améliorer les conditions économiques et sociétales au lendemain d'une catastrophe.

[[Télécharger le document](#)]

RESSOURCES

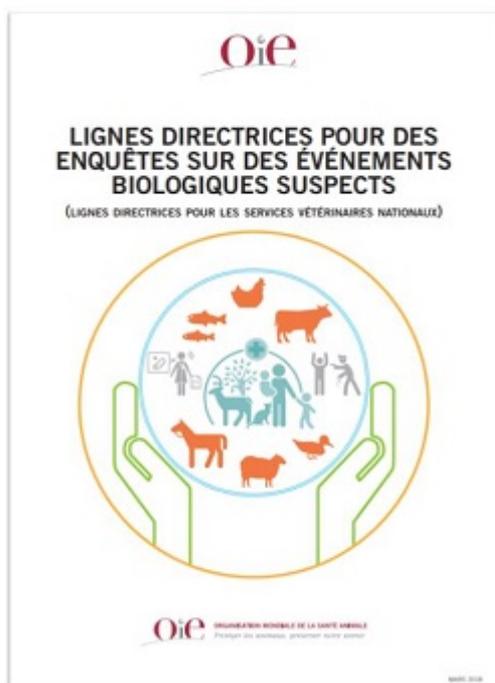
► PUBLICATIONS DE L'OIE

Lignes directrices pour des enquêtes sur des événements biologiques suspects

Lignes directrices pour les Services vétérinaires nationaux

MOTS-CLÉS

#gestion de l'urgence, #lignes directrices, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #publication de l'OIE, #réduction des menaces microbiologiques, #Services vétérinaires.



Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Mars 2018

8 pages

Face à l'évolution constante des menaces biologiques et à l'apparente probabilité d'actes criminels ou terroristes impliquant des agents pathogènes ou des toxines, bon nombre de pays, d'organisations et d'institutions ont publié des recommandations pour la prévention, la préparation et la riposte à ces attaques. Cependant, la plupart de ces recommandations s'adressent aux laboratoires et aux services de santé humaine et laissent de côté les Services vétérinaires. Pour combler cette lacune, l'OIE a mis au point ces lignes directrices qui doivent être prises comme

une incitation à identifier les événements microbiologiques justifiant un complément d'investigation et à adopter de bonnes pratiques dans le cadre d'enquêtes (conjointes) sur ces événements.

[[Télécharger le document](#)]

RESSOURCES

▶ ÉVÉNEMENTS THÉMATIQUES

Partage de bonnes pratiques en matière de préparation à l'urgence

MOTS-CLÉS

#Asie du Sud-Est, #atelier, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #Une seule santé, #Services vétérinaires.



Un atelier sous-régional de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), destiné à faire connaître les bonnes pratiques en matière de préparation aux situations de crise, à encourager les collaborations entre le secteur public et le secteur privé, à renforcer les capacités des Membres en matière de mobilisation de ressources et d'élaboration de plans nationaux de préparation à l'urgence, s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) en août 2019.

Les exposés présentés lors de cet atelier sont accessibles en suivant les liens ci-après.

[Why preparedness is important.](#) Chadia Wannous, Coordinator, Towards A Safer World Network (TASW).

[Experience from Malaysia on the avian influenza emergency management.](#)

[Experience from Indonesia on the rabies introduction emergency management.](#)

[OIE Standards and PVS and FAO Good Emergency Management Practice \(GEMP\).](#) John Weaver, veterinary consultant and OIE PVS expert.

[Good Emergency Management Practice \(GEMP\).](#) Ludovic Plée, Emergency Management Centre for Animal Health (EMC-AH), Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

[OIE PVS review of the African swine fever \(ASF\) preparedness in South-East Asia.](#)

John Weaver, veterinary consultant and OIE PVS expert.

[Welfare guidelines and emergency preparedness.](#) Ashish Sutar, World Organisation for Animal Health (OIE) Sub-Regional Representation for South-East Asia.

[Role of the OIE Reference Laboratories in emergency preparedness.](#) David Williams, Australian Animal Health Laboratory (AAHL).

Face emergencies: preparing logistics and resources in peace time. Chadia Wannous, Coordinator, Towards A Safer World Network (TASW).

Depopulation, Disposal and Decontamination (3D) activities on an infected premises. Duncan Worsfold, 3D Technical Specialist, Victoria, Australia.

Value chain analysis - Identifying risk and designing interventions for African swine fever (ASF). Damian Tago Pacheco, Regional Animal Health Economist, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

ASF Risk Communication: The Philippine Experience. Edna Zenaida Villacorte, Chairperson, National Advisory Committee for Animal Disease Control and Emergency (NAC-ADCE).

[[Toutes les informations relatives à cet atelier](#) (en anglais)]



© Organisation mondiale de la santé animale

RESSOURCES

▶ RESSOURCES EBO-SURSY

Renforcement des moyens de surveillance des fièvres hémorragiques virales

MOTS-CLÉS

#Afrique, #détection précoce, #faune sauvage, #fièvre de Lassa, #fièvre de la Vallée du Rift, #fièvre hémorragique de Crimée-Congo, #EBO-SURSY, #préparation à l'urgence, #renforcement des capacités, #surveillance, #Une seule santé, #virus de Marburg, #virus Ebola, #zoonose.



En 2016, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) a signé un accord de subvention avec l'Union européenne pour mettre en œuvre le projet EBO-SURSY de renforcement des moyens de surveillance de la maladie à virus Ebola.

D'une durée de cinq ans, ce projet vise à favoriser l'amélioration des systèmes de détection précoce dans la faune sauvage de dix pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre afin de mieux prévenir l'apparition des foyers d'Ebola et de quatre autres fièvres hémorragiques virales : la maladie à virus de Marburg, la fièvre de la Vallée du Rift, la fièvre hémorragique de Crimée-Congo et la fièvre de Lassa.

[[Publications scientifiques](#)]

[[Cartes de données](#)]

[[Matériel de formation et autres ressources](#)]

RESSOURCES

► PUBLICATIONS DE L'OIE

Building capacity for emergency management through transparency and solidarity

OIE Project – Final Report

MOTS-CLÉS

#gestion de l'urgence, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #publication de l'OIE, #renforcement des capacités.



[Renforcer les capacités de gestion des crises grâce à la transparence et à la solidarité. Projet de l'OIE - Rapport final]

Auteurs : Mirzet Sabirovic & Dorothy Geale

Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Mars 2018

En anglais

46 pages

Cette étude a été financée avec le concours du [Programme de réduction de la menace des armes de destruction massive - Affaires mondiales Canada](#).

Objectifs

Ce travail se concentre sur deux éléments clés de la capacité des Services vétérinaires nationaux à prévenir, détecter et riposter en cas de foyers de maladies animales, et à revenir à une situation normale :

- a. [Les plans d'urgence nationaux](#)
- b. [Le processus PVS de l'OIE](#).

Résultats escomptés

- a. Plans d'urgence nationaux : (i) une analyse préliminaire des tendances actuelles en matière de capacités mondiales de planification des intervention d'urgence zoosanitaire et de préparation à la riposte, qui permettra de mieux cibler le renforcement des capacités ; (ii) une analyse préliminaire de l'implication du secteur de la santé animale dans les plans d'urgence nationaux multisectoriels relatifs aux catastrophes naturelles.
- b. Processus PVS de l'OIE : repérer, dans les capacités des Services vétérinaires nationaux à gérer les situations de crise, les failles susceptibles de bénéficier de l'assistance au renforcement des capacités.

[[Télécharger le document](#)]

RESSOURCES

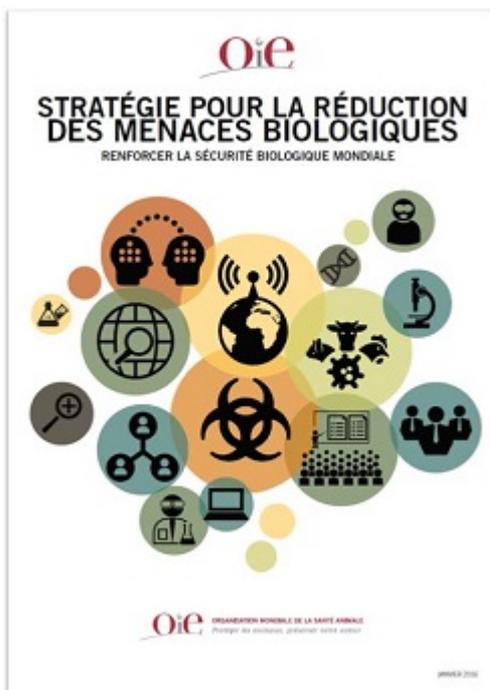
► PUBLICATIONS DE L'OIE

Stratégie pour la réduction des menaces biologiques

Renforcer la sécurité biologique mondiale

MOTS-CLÉS

#Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #publication de l'OIE, #réduction des menaces biologiques, #stratégie, #Une seule santé.



Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Janvier 2016

8 pages

Dans le cadre de son mandat consistant à améliorer la santé animale, la santé publique vétérinaire et le bien-être animal dans le monde, l'OIE prend extrêmement au sérieux la menace posée par la dissémination accidentelle ou délibérée d'agents pathogènes d'origine animale.

La stratégie de l'OIE visant à réduire les menaces biologiques est axée sur le renforcement, l'amélioration et

l'amplification des relations réciproques entre les systèmes de santé existants.

[[Télécharger le document](#)]

RESSOURCES

► PUBLICATIONS DE L'OIE

De nouveaux outils contre les menaces biologiques du futur

Panorama n° 2018-1

MOTS-CLÉS

#Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #préparation à l'urgence, #publication de l'OIE, #réduction des menaces microbiologiques.



Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

2018

DOI : 10.20506/bull.issue.2018.1.2763

60 pages

Le numéro 2018-1 de *Panorama* contient notamment les articles suivants :

- [La Convention sur l'interdiction des armes biologiques et son application pratique](#)
- [Vers un Plan mondial d'action contre la peste bovine pour une meilleure préparation des pays](#)
- [Lignes directrices de l'OIE et réduction des menaces biologiques](#)

- [Menons une coopération active pour réduire les menaces biologiques dans la production animale](#)
- [Centre de gestion des urgences en santé animale : Répondre aux exigences de l'avenir en s'appuyant sur les succès antérieurs](#)

[[Télécharger Panorama n° 2018-1](#)]

RESSOURCES

► PUBLICATIONS DE L'OIE

La réduction des menaces biologiques

MOTS-CLÉS

#Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #publication de l'OIE, #réduction des menaces microbiologiques, #Revue scientifique et technique.



Revue scientifique et technique, Vol. 36 (2)

Coordination et édition : Tammy Beckham

Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

Août 2017

348 pages

ISBN : 978-92-95108-31-8

Ce numéro de la *Revue scientifique et technique* fait le point sur les agents pathogènes spécifiques aux animaux, ou transmissibles des animaux aux humains, utilisés en tant qu'armes biologiques. Après un rappel historique concernant les armes biologiques au fil des siècles, l'ouvrage passe en revue les tendances et les menaces

actuelles ; il examine également les possibilités d'utiliser les animaux terrestres ou aquatiques en tant que sentinelles pour détecter l'apparition de foyers dans les populations animales ou humaines, quelle que soit la cause de ces foyers (naturelle, accidentelle ou intentionnelle). Cet ouvrage cherche également à évaluer les effets que les agents pathogènes d'origine animale ou zoonotique peuvent avoir sur l'économie, sur les équilibres sociaux, sur la sécurité alimentaire et sur la santé publique. Il présente ensuite les dispositifs élaborés actuellement au niveau international pour faire face aux attaques biologiques et explore les mécanismes des Nations Unies en cas d'allégation d'utilisation d'armes biologiques. Enfin, il résume les dernières avancées technologiques en matière de détection précoce, de surveillance et de réaction en cas d'événement sanitaire. Il s'achève sur un examen des systèmes visant à renforcer la biosûreté et la résilience mondiales et sur des considérations relatives aux méthodes permettant de pérenniser ces systèmes.

[[Commander l'ouvrage imprimé](#)]

Index :

- [Préface - Biological threat reduction](#)
- [Introduction - Biological threat reduction](#)
- [A brief history of biological weapons programmes and the use of animal pathogens as biological warfare agents](#)
- [Animal pathogens and their impact on animal health, the economy, food security, food safety and public health](#)
- [Biological threats from a 'One Health' perspective](#)
- [Biosafety and biosecurity in veterinary laboratories](#)
- [Biosurveillance: a systematic review of global infectious disease surveillance systems from 1900 to 2016](#)
- [Comparing responses to natural, accidental and deliberate biological events](#)
- [Emerging infectious disease risk: shared drivers with environmental change](#)
- [Engaging scientists and veterinarians in strengthening biosecurity systems](#)
- [Genome editing as a national security threat](#)
- [International health threats and global early warning and response mechanisms](#)
- [Les pays en développement face aux menaces biologiques : le cas de la République d'Haïti](#)
- [Linking animal diseases and social instability](#)
- [Links between law enforcement and veterinary animal health: a case study of the United Kingdom and the United States of America](#)
- [L'importance des normes intergouvernementales dans la réduction des menaces biologiques liées à des actes accidentels, naturels ou délibérés](#)
- [OIE twinning programme for veterinary education](#)
- [Preparedness activities and research needs in addressing emerging infectious animal and zoonotic diseases](#)
- [Rinderpest eradication: challenges for remaining disease free and implications for future eradication efforts](#)
- [Rinderpest experience](#)
- [Strengthening good governance: exploiting synergies between the Performance of Veterinary Services Pathway and the International Health Regulations \(2005\)](#)
- [Sustainability and economic investments in animal health systems](#)
- [Technological advances in veterinary diagnostics: opportunities to deploy rapid decentralised tests to detect pathogens affecting livestock](#)
- [Technologies for capturing and analysing animal health data in near real time](#)
- [The Biological Weapons Convention](#)

- [The Global Health Security Agenda and the role of the World Organisation for Animal Health](#)
- [The World Organisation for Animal Health and the World Health Organization: intergovernmental disease information and reporting systems and their role in early warning](#)
- [The role of climate change in a developing threat: the case of bluetongue in Europe](#)
- [United Nations Secretary-General's Mechanism](#)
- [Viral discovery as a tool for pandemic preparedness](#)

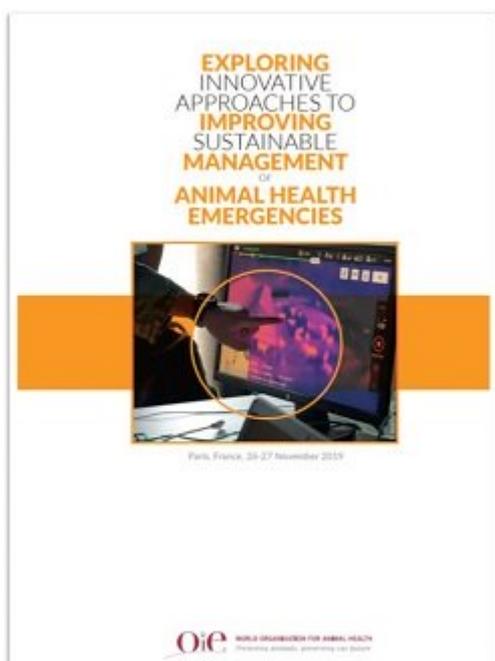
RESSOURCES

► PUBLICATIONS DE L'OIE

Exploring innovative approaches to improving sustainable management of animal health emergencies

MOTS-CLÉS

#gestion de l'urgence, #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #pérennité, #préparation à l'urgence, #résilience, #santé animale.



[Nouvelles approches de gestion pérenne de l'urgence zoonitaire]

Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

2019

En anglais

30 pages

Compte rendu du séminaire qui s'est tenu au Siège de l'OIE à Paris (France) les 26 et 27 novembre 2019.

[[Télécharger le document](#)]

RESSOURCES

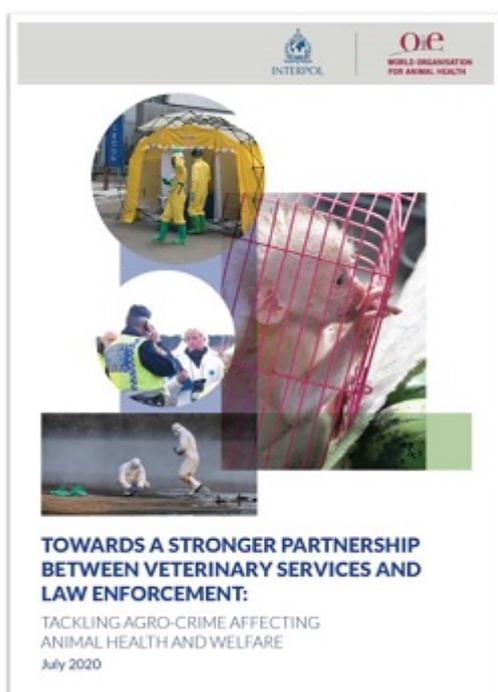
► PUBLICATIONS CONJOINTES

Towards a stronger partnership between Veterinary Services and law enforcement

Tackling agro-crime affecting animal health and welfare

MOTS-CLÉS

#agroterrorisme, #exercice de simulation, #gestion de l'urgence, #International Criminal Police Organization (INTERPOL), #Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), #Organisation mondiale de la santé animale (OIE), #réduction des menaces biologiques, #résilience, #Services vétérinaires.



[Vers un partenariat plus solide entre les services vétérinaires et les forces de l'ordre. Comment s'attaquer à l'agro-criminalité dont sont victimes la santé et le bien-être animal]

Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) & Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
2020

En anglais
24 pages

Compte rendu d'un atelier tenu du 28 au 30 juillet 2020 dans le cadre du [projet OIE-FAO-INTERPOL « Renforcer la résilience face à l'agro-terrorisme et à l'agro-criminalité »](#), qui bénéficie du concours du [Programme de réduction de la menace liée à l'armement](#) initié par Affaires mondiales Canada.

[[Télécharger le rapport](#)]

RESSOURCES

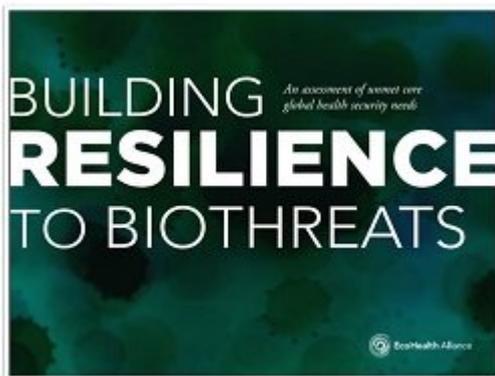
▶ RESSOURCES EXTERNES

Building resilience to biothreats

An assessment of unmet core global health security needs

MOTS-CLÉS

#EcoHealth Alliance, #gestion de l'urgence, #préparation à l'urgence, #réduction des menaces microbiologiques, #résilience.



[Comment renforcer la résilience face aux menaces biologiques. Une évaluation des besoins fondamentaux non satisfaits en matière de sécurité sanitaire mondiale]

Auteurs : Ellen P. Carlin, Catherine Machalaba, Franck C.J. Berthe, Kanya C. Long & William B. Karesh

EcoHealth Alliance

2019

En anglais

58 pages

Cet ouvrage constitue un cadre utile pour repenser la sécurité sanitaire mondiale dans le sens d'un regroupement de tous les domaines fonctionnels qui nécessitent des intrants de la part des secteurs de la santé publique et des systèmes de soins, de la santé animale, de l'agriculture, de l'environnement, de la justice et du contre-terrorisme, de la défense et de la réduction des risques de catastrophes. Il prend en compte explicitement les fonctions requises pour faire face aux événements, quelle qu'en soit l'origine, intentionnelle ou fortuite.

[[Télécharger le document](#)]

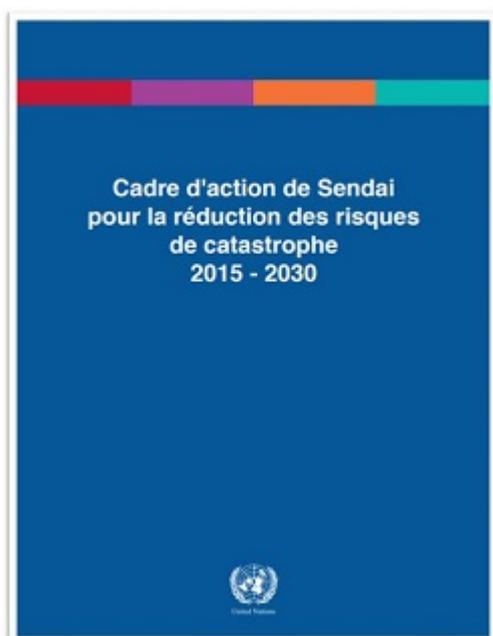
RESSOURCES

▶ RESSOURCES EXTERNES

Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030

MOTS-CLÉS

#Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), #Cadre de Sendai, #catastrophe biologique, #gestion de l'urgence, #risque.



[Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe 2015](#)

37 pages

Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 est la feuille de route mondiale pour limiter les pertes en vies humaines et les pertes économiques directement imputables à des catastrophes.

Le Cadre d'action de Sendai plaide pour « la réduction substantielle des risques de catastrophe et des pertes en vies humaines, en moyens de subsistance, en santé et en biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays ». Il reconnaît qu'il incombe en priorité aux États de réduire les risques de catastrophe, mais que cette responsabilité devrait être partagée avec

d'autres parties prenantes, notamment les autorités locales et le secteur privé.

Le [Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe \(UNDRR, anciennement UNISDR\)](#) est chargé d'appuyer la mise en œuvre, le suivi et le bilan du Cadre de Sendai.

[[Télécharger le document sur le site de l'UNDRR](#)]

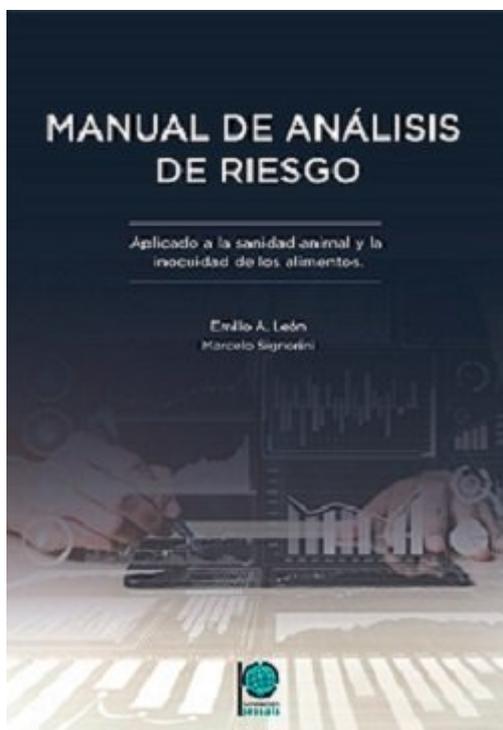
RESSOURCES

▶ RESSOURCES EXTERNES

Manual de análisis de riesgo aplicado a la sanidad animal y la inocuidad de los alimentos

MOTS-CLÉS

#analyse de risque, #communication, #évaluation des risques, #santé animale, #sécurité sanitaire des aliments.



[Manuel d'analyse de risque appliquée à la santé animale et à l'innocuité des aliments]

Auteurs : Emilio A. León & Marcelo Signorini.

Fundación Prosaia

2020

En espagnol

ISBN : 978-987-25861-1-9

160 pages

Grâce à son style simple, convivial et concret, le manuel d'analyse de risque appliquée à la santé animale et à

l'innocuité des aliments permet de comprendre les aspects fondamentaux de l'analyse de risque dans ses trois composantes, à savoir : évaluation, gestion, communication sur le risque. Il s'adresse aux décideurs œuvrant dans le domaine de la santé animale, de la sécurité sanitaire des aliments et du commerce d'animaux et de produits d'origine animale, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Il peut également être utile à la communauté universitaire et scientifique.

Ce manuel présente de manière didactique les bases des probabilités pour pouvoir modéliser la variabilité et l'incertitude des processus biologiques. Le lecteur pourra réaliser des modèles quantitatifs de risque en santé animale et sécurité sanitaire des aliments qui apporteront un fondement scientifique à ses décisions.

[[Commander l'ouvrage auprès de la Fondation Prosaia](#)]

L'OIE est une organisation internationale créée en 1924. Ses 182 Membres lui ont donné pour mandat d'améliorer la santé et le bien-être animal. Elle agit avec l'appui permanent de 323 centres d'expertise scientifique et 13 implantations régionales présents sur tous les continents.



Suivez l'OIE sur www.oie.int



@OIEAnimalHealth



World Organisation for Animal Health - OIE



OIEVideo



World Organisation for Animal Health



World Organisation for Animal Health (OIE)



Version digitale : www.oiebulletin.com



ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
Protéger les animaux, préserver notre avenir

12, rue de Prony - 75017 Paris, France
Tél. : +33 (0)1 44 15 18 88 - Fax : +33 (0)1 42 67 09 87 - oie@oie.int